



# CAMEROUN

## QUESTIONS GENERALES

Février 2024

Ce document sur le Cameroun a été rédigé par une équipe des services du Fonds monétaire international comme document de référence pour les consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles au moment où il a été achevé, le 7 décembre 2023.

Le présent document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services  
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090  
Téléphone : +1 (202) 623-7430 • Télécopie : +1 (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Site web : <http://www.imf.org>  
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international**  
**Washington**



# CAMEROUN

## QUESTIONS GÉNÉRALES

7 décembre 2023

Approuvé par  
**le Département  
Afrique**

Rédigé par M<sup>me</sup> Isakova, MM. Adom et Stadler (tous du Département Afrique), MM. Huang (Département de la Stratégie, des Politiques et de l'Évaluation), Vaccaro-Grange (Département des Marchés Monétaires et de Capitaux) et Staines (Représentant Résident), et MM. Tchakote et Ambassa.

## TABLE DES MATIÈRES

### TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS \_ 4

A. Introduction	4
B. Structures de l'Emploi, de la Production et des Exportations au Cameroun	4
C. Les Déterminants de la Transformation Structurelle	7
D. Évaluation des Déterminants de la Transformation Structurelle au Cameroun	9
E. Recommandations	11
F. Conclusion	12
Bibliographie	14

### GRAPHIQUES

1. Contributions des Secteurs au PIB et à l'Emploi	6
2. Répartition Sectorielle et Taille des Entreprises	6
3. Log du Chiffre d'Affaires par Employé, par secteur	7
4. Exportations et Destinations à l'Export	8
5. Proportion d'Entreprises Manufacturières formelles citant tels Facteurs comme Obstacles Majeurs ou très Graves à l'Exercice de leur Activité	12
6. Avantage Comparatif Révélé, Complexité et Connexité	17
7. Structure des Exportations vers le Monde	18
8. Structure des Exportations vers la CEMAC	18

9. Structure des Exportations vers l'Afrique Subsaharienne hors CEMAC	19
10. Exportations par Pays de Destination	19

## TABLEAUX

1. Répartition des Entreprises par Taille	7
---	---

## ANNEXE

I. Concentration des Exportations au Cameroun	16
---	----

## POLITIQUE INDUSTRIELLE AU CAMEROUN 19

A. Introduction	19
B. Comprendre la Politique Industrielle	20
C. Politique Industrielle au Cameroun	21
D. Discussion	27
E. Conclusion	28

Bibliographie	31
---------------	----

## GRAPHIQUES

1. Instruments de Politique Industrielle	21
2. Un Cadre Conceptuel et Analytique de la Politique Industrielle	23
3. Nombre d'entreprises publiques	26
4. Exportations de Produits du Cacao	26
5. Exportations de Produits du Bois	26
6. Subventions Directes aux Entreprises Publiques (FCFA)	28

## LE CAMEROUN FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : PRINCIPAUX DEFIS ET PRIORITES DE REFORME 31

A. Présentation	31
B. Contexte	32
C. Principaux Défis Climatiques et Priorités en matière de Réformes	38
Bibliographie	47

## GRAPHIQUES

1. Vulnérabilité au Dérèglement Climatique	32
--	----

2. Températures Moyennes Annuelles Observées, 1901–2021	33
3. Catastrophes Naturelles	33
4. Classification Climatique	34
5. Structure des Exportations, 2019	34
6. Émissions de GES (Mt éq. CO <sub>2</sub> , t éq. CO <sub>2</sub> par personne)	38
7. Besoins de Financement pour l'Adaptation et l'Atténuation Identifiés dans la CDN	40
8. Subventions aux Carburants et Prix Mondiaux du Pétrole	41
9. Volume de Gaz torché et Intensité de Torchage (millions de m <sup>3</sup> /an ; m <sup>3</sup> /baril)	41
10. Indicateurs de Développement et de Climat	44

## **ANNEXE**

I. Coopération avec les Partenaires au Développement	47
--	----

# TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS<sup>1</sup>

**Résumé analytique.** Le Cameroun a choisi la transformation structurelle de l'économie et la diversification des exportations en raison des avantages bien connus que l'une et l'autre présentent. Le pays entend y parvenir par une politique de substitution aux importations. Pourtant, les études empiriques indiquent que des politiques horizontales, telles que les investissements dans le capital humain et les infrastructures ou encore l'amélioration de la gouvernance, sont non seulement les moyens les plus efficaces pour stimuler la transformation structurelle et la diversification des exportations, mais aussi une condition nécessaire pour réussir une politique industrielle. Il serait donc judicieux que les autorités concentrent leurs efforts sur ces domaines en priorité, car les résultats du Cameroun en la matière présentent des déficits substantiels.

## A. Introduction

**1. La transformation structurelle de l'économie et la diversification des exportations offrent beaucoup d'avantages.** De nombreuses études ont montré que la diversification économique protège contre les fluctuations de la production et des recettes d'exportation, ce qui, dans les pays en développement, se traduit par une croissance de la production plus forte et soutenue (Hausmann *et al.*, 2007 ; McIntyre *et al.*, 2018 ; CNUCED, 2018). La transformation structurelle et la diversification des exportations peuvent donc également améliorer la position nette de l'État et la viabilité de la dette globale.

**2. La transformation structurelle de l'économie et la diversification des exportations se renforcent mutuellement.** D'un côté, la diversification de l'économie vers des produits à plus forte valeur ajoutée est une condition nécessaire à la diversification des exportations. De l'autre, la diversification des exportations dans de nouveaux produits et services favorise la diversification de la production en générant des externalités positives sur le reste de l'économie, car les secteurs orientés vers l'exportation « apprennent » de leurs acheteurs étrangers et sont exposés à la concurrence internationale. Dans ses Perspectives économiques régionales 2017, le FMI constatait que l'avènement de nouvelles gammes de produits et le rééquilibrage de la palette de produits étaient tous deux fortement liés aux exportations, ce lien se renforçant à mesure que l'on descendait dans les niveaux de développement économique. Il se pourrait donc que, proportionnellement, les pays à faible revenu profitent davantage de l'expansion des échanges commerciaux dans les secteurs existants, mais aussi de l'exploitation de nouveaux secteurs.

**3. La transformation structurelle de l'économie et la diversification des exportations sont des priorités de développement pour le Cameroun.** Dans la Stratégie nationale de développement 2020–2030 (SND30), le Cameroun souhaite devenir un pays nouvellement industrialisé en augmentant la valeur ajoutée manufacturière (VAM) de 14,5 % en 2017 à 25 % en 2030 et la part des exportations manufacturières à 54,5 % d'ici 2030. La stratégie de développement industriel intègre le Plan directeur d'industrialisation (PDI), adopté en 2016, qui vise à faire du

<sup>1</sup> Rédigé par Idossou Marius Adom et Nicholas Staines (FMI).

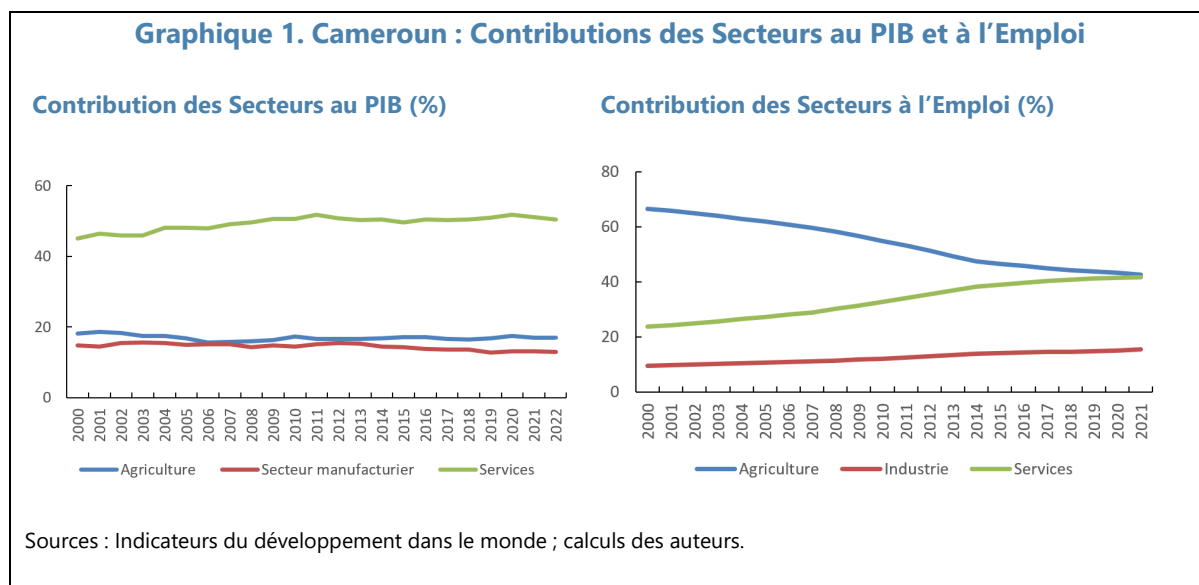
Cameroun le commutateur (fournisseur d'électricité), le nourricier (fournisseur de produits agro-industriels) et l'équipementier (fournisseur de biens d'équipement, notamment de meubles) de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Nigéria. Le pays entend atteindre ces objectifs par la promotion de l'industrie manufacturière et du rattrapage technologique. La stratégie industrielle se concentre sur dix sous-secteurs industriels clés : l'industrie de l'énergie ; l'agro-industrie ; le numérique ; la forêt et le bois ; le textile, la confection et le cuir ; les mines, la métallurgie et la sidérurgie ; les hydrocarbures et le raffinage ; la chimie et la pharmacie ; la construction et les services connexes ; les services non financiers. Outre les services liés à l'industrie, les services non financiers accompagneront le développement de l'industrie. L'approche de la SND30 pour atteindre cet objectif consiste en un programme de substitution aux importations (« import-substitution »), la mise en place d'une agence spécialisée soutenant les champions nationaux dans les secteurs prioritaires et la création de zones économiques spéciales (ZES).

La suite de cette note est structurée ainsi : la section B donne un aperçu de la structure de l'économie camerounaise et de ses exportations. La section C passe en revue les déterminants de la transformation structurelle et de la diversification des exportations en s'appuyant sur les recherches et travaux existants, et la section D évalue l'état de ces déterminants au Cameroun. Enfin, la section E formule quelques recommandations de politiques économiques, avant que la section F ne conclue.

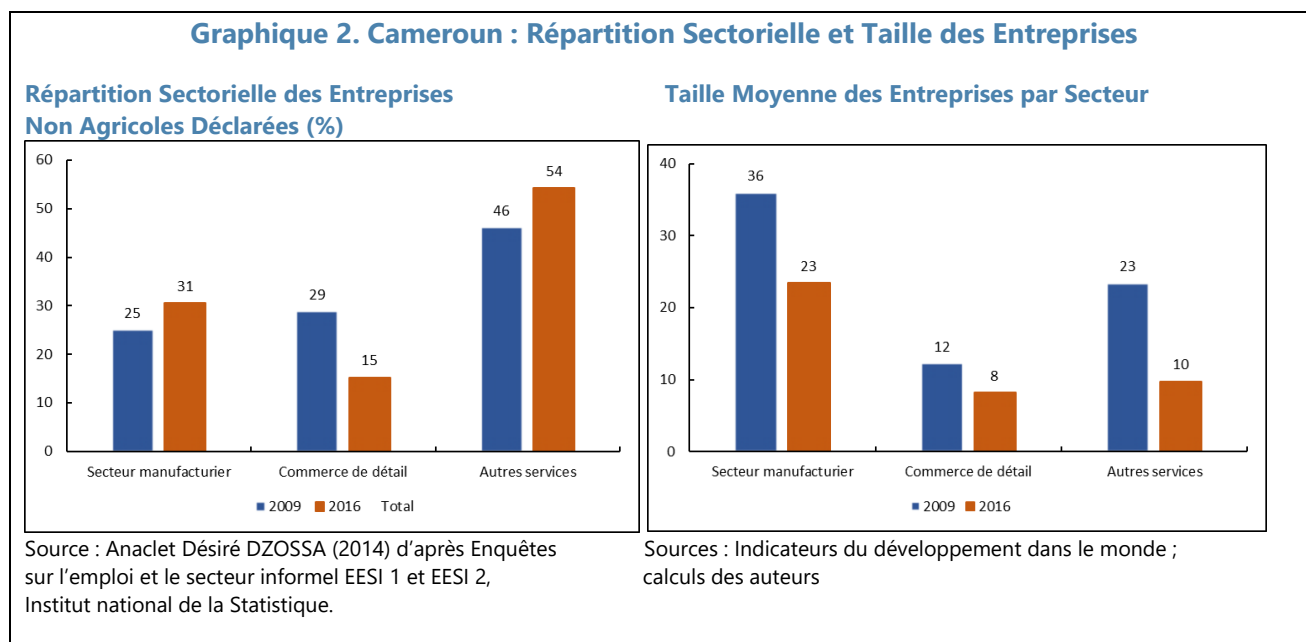
## B. Structures de l'Emploi, de la Production et des Exportations au Cameroun

### 4. Si la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi a légèrement augmenté au cours des deux dernières décennies au Cameroun, sa contribution au PIB reste constamment faible.

L'économie se tourne de plus en plus vers les services. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB réel du Cameroun est restée pratiquement constante — autour de 15 % — entre 2000 et 2012 et a diminué par la suite, pour descendre sous les 13 % en 2022. En revanche, sa part dans l'emploi a progressivement augmenté, de 9,6 % en 2000 à 15,5 % en 2022 (graphique 1 du texte). Alors que la part de l'agriculture dans le PIB n'a que légèrement évolué, passant de 18,1 % en 2000 à 16,9 % en 2022, sa part dans l'emploi a considérablement diminué — de 22 points de pourcentage — au cours de la même période. L'emploi s'est donc principalement déplacé vers le secteur des services, dont la part dans l'emploi global a augmenté de plus de 18 points de pourcentage et, dans le PIB, de 5,4 points de pourcentage, jusqu'à dépasser les 50 % en 2022.



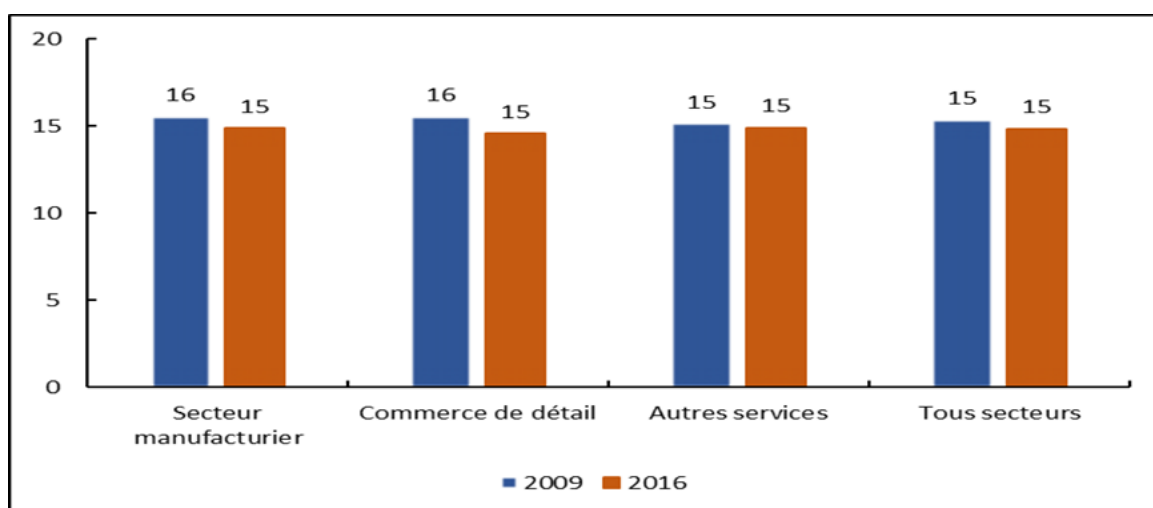
**5. La proportion d'entreprises manufacturières formelles a augmenté, mais la taille des entreprises a diminué en moyenne dans tous les secteurs.** Dans le panneau de gauche du graphique 2 du texte, on voit que la proportion d'entreprises privées non agricoles formelles ayant le commerce de détail pour activité a diminué entre 2009 et 2016, de 28,8 % à 15,2 %. Au cours de la même période la proportion d'entreprises manufacturières a augmenté de 25 % à 30,5 %. Cependant, la taille moyenne des entreprises, mesurée par le nombre d'employés à temps plein, a diminué dans tous les secteurs (panneau de droite). Dans l'industrie manufacturière, elle est passée de 36 en 2009 à 23,6 en 2016. De fait, le tableau 1 du texte montre que la distribution globale de la taille des entreprises s'est déplacée vers la gauche dans tous les secteurs. Néanmoins, les entreprises manufacturières sont en moyenne trois fois plus grandes que les entreprises de vente au détail et deux fois plus grandes que les autres entreprises de services.



**Tableau 1. Cameroun : Répartition des Entreprises par Taille**

	Moy.	Min	T1	Interv. médian	T3	Max
Secteur manufacturier						
2009	35,96	2	7	21	60	3000
2016	23,4	1	5	9	25	1500
Commerce de détail						
2009	12,22	1	6	8	21	150
2016	8,21	1	5	6	12	120
Autres services						
2009	23,37	2	7	15	25	5000
2016	9,77	1	5	7	15	300

**6. La productivité des entreprises a globalement stagné en moyenne dans tous les secteurs entre 2009 et 2016 et a été pratiquement égale entre les secteurs.** Le graphique 3 du texte montre que la productivité des entreprises formelles camerounaises, mesurée par le chiffre d'affaires par employé, est pratiquement égale en moyenne dans tous les secteurs, mais aussi qu'elle a stagné, voire, a légèrement diminué, dans tous les secteurs au cours de ces sept années.

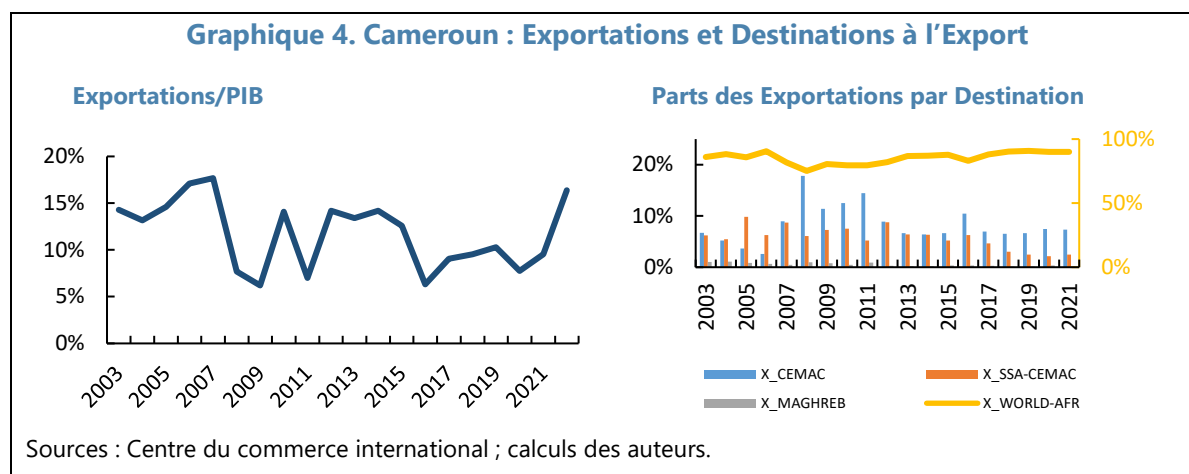
**Graphique 3. Cameroun : Log du Chiffre d'Affaires par Employé, par secteur**

Sources : enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises ; calculs des auteurs.

**7. Les exportations sont relativement basses et principalement dirigées vers les marchés internationaux non africains.** Entre 2003 et 2018, le ratio moyen des exportations au PIB a été de 11,8 %, le ratio ayant atteint son niveau le plus élevé (17 %) en 2006-07. En général, la valeur des exportations du Cameroun fluctue en fonction du prix du pétrole ou de celui des matières premières. La dernière tendance montre une amélioration due à la reprise économique après la



pandémie de COVID-19 et à la manne des prix du pétrole. En ce qui concerne la destination des exportations, entre 2003 et 2021, en moyenne 85 % des exportations camerounaises sont allées sur les marchés mondiaux hors Afrique, 8 % sur les marchés de la zone CEMAC et 5,8 % sur ceux du reste de l'Afrique subsaharienne (AfSS).



**8. Les exportations du Cameroun comprennent principalement les minéraux et les combustibles (43,15 %), les produits alimentaires transformés (18,6 %), les fibres, les textiles, le bois, les peaux et les plumes (15,2 %) et les produits agricoles (9,2 %).** Les exportations globales du Cameroun, pays riche en ressources souterraines, sont dominées par les combustibles et les minéraux. Viennent ensuite les produits de l'agro-industrie, avec, pour la part relative des produits alimentaires transformés, des pics de 30 à 40 % en 2009, 2011 et 2016, années de creux des exportations totales dus à des crises et à la faiblesse des prix des carburants sur les marchés internationaux. Les exportations du Cameroun à destination de la zone CEMAC et de l'AfSS depuis 2019 sont davantage diversifiées, essentiellement dans les produits alimentaires transformés, les produits chimiques et pharmaceutiques, le métal et le verre, et les meubles, machines et appareils.

**9. En résumé, l'emploi, la production et les exportations du Cameroun sont concentrés dans les produits à faible valeur ajoutée comme les matières premières.** Le secteur manufacturier peine à décoller alors que le poids de celui des services ne cesse de croître. Pour relever le défi de l'industrialisation, le pays devra agir sur les déterminants de la transformation structurelle.

## C. Les Déterminants de la Transformation Structurelle

**10. Les premiers facteurs déterminants de l'industrialisation sont le capital humain et les infrastructures publiques.** Les travaux existants sont quasi unanimes sur le fait qu'un capital humain et des infrastructures publiques de bonne qualité favorisent la transition de l'activité économique des secteurs des matières premières à faible valeur ajoutée vers ceux de la fabrication et des services à forte valeur ajoutée (Hausmann *et al.*, 2007 ; Cabral et Veiga, 2010 ; Harrison et Rodríguez-Clare, 2010 ; Zhu et Fu, 2013 ; Teng et Lo, 2019 ; Salinas, 2021). Par exemple, Salinas (2021), dans une analyse de régression de panel, calcule qu'une augmentation d'un écart-type du niveau d'éducation est associée à une augmentation de 170 % des exportations hors hydrocarbures

et minéraux, tandis que l'augmentation associée à une amélioration de la qualité des infrastructures est de 20 %. Cabral et Veiga (2010), de leur côté, remarquent que l'augmentation du capital humain dans les pays d'AfSS favorise à la fois la diversification et la sophistication des exportations, tandis que, dans le domaine des infrastructures, le renforcement des infrastructures portuaires et des réseaux électriques semble être le plus important.

**11. Des institutions de qualité et une bonne gouvernance publique sont également de puissants déterminants de l'industrialisation.** L'amélioration de l'efficacité de l'État et la maîtrise de la corruption semblent particulièrement productives. Salinas (2021) constate qu'une augmentation d'un écart-type de la gouvernance est associée à une augmentation de 65 % des exportations hors hydrocarbures et minéraux. Plusieurs autres études montrent que la qualité des institutions favorise la diversification de l'économie (Cabra et Veiga, 2010 ; Weldemicael, 2012 ; Zhu et Fu, 2013 ; Atasoy, 2020). Hausman et Rodrik (2003) notent toutefois l'existence de contre-exemples de réussite économique sans politiques horizontales — Corée du Sud et Taïwan (province de Chine) depuis le début des années 60 ; Chine depuis la fin des années 70 ; Inde depuis le début des années 80. Inversement, nombre d'économies latino-américaines n'ont pas réagi aussi vite que souhaité aux réformes de gouvernance.

**12. Les mesures de politique industrielle se justifient théoriquement dans certaines circonstances pour promouvoir la transformation structurelle, mais le succès est rarement au rendez-vous dans les faits.** De nombreux pays, dont le Cameroun, poursuivent des politiques industrielles en offrant des avantages dans certains secteurs spécifiques qu'ils souhaitent promouvoir. D'un point de vue théorique, une telle pratique est justifiée si le secteur protégé présente d'importantes externalités positives, si ses prix internationaux sont plus élevés que ne le justifie le véritable coût d'opportunité des marchandises concernées dans le reste du monde (Harrison et Rodríguez-Clare, 2010), ou si les facteurs de la demande ont de fortes chances de créer des incitations à la diversification vers des produits moins complexes (Freire, 2017). Les résultats montrent toutefois que les politiques industrielles n'ont qu'un succès limité. Selon Harrison et Rodríguez-Clare (2010), les études empiriques sur les IDE ne constatent pas de retombées horizontales, et les bénéfiques des retombées verticales peuvent être inférieurs au coût des subventions aux IDE. Plus généralement, les politiques sectorielles et industrielles ont une longue et vaste histoire d'échecs (Salinas, 2021). De fréquentes et importantes lacunes dans les programmes de politique industrielle sont le coût en dépenses fiscales et les possibilités de recherche de rente qu'elles occasionnent (Hausman et Rodrik, 2003). En résumé, la réussite des politiques industrielles semble dépendre inévitablement de facteurs horizontaux. Pour Anand, Mishra et Spatafora (2012), une main-d'œuvre formée, la libéralisation des secteurs extérieurs et de bons flux d'informations sont des conditions préalables importantes pour le développement de biens et de services complexes, tandis que, pour Salinas (2021), les pays ne peuvent pas faire fi de la nécessité de renforcer leur cadre institutionnel horizontal, éducatif, infrastructurel, commercial et social. Dans le même ordre d'idées, Sen (2016) attribue l'échec de la transformation structurelle dans plusieurs pays asiatiques à l'échec de ces facteurs horizontaux.

**13. Parmi les autres déterminants de la transformation structurelle et de la diversification des exportations figurent les recettes, l'ouverture aux échanges, la transition numérique (et les flux d'informations),** les IDE, l'adoption de la R&D et des technologies, et l'accès au crédit. Si

Hausman *et al.* (2007) concluent que le PIB par habitant est étroitement lié aux exportations de biens de grande valeur, d'autres constatent que les exportations deviennent plus élaborées à mesure que l'adoption du numérique progresse (Atasoy, 2020) et que l'importation de facteurs de production favorise la transformation structurelle (Alessandria et Yi, 2021).

## D. Évaluation des Déterminants de la Transformation Structurelle au Cameroun

*Cette section examine les résultats du Cameroun sur le plan des facteurs qui favorisent la transformation structurelle et la diversification des exportations selon les études.*

**14. Capital humain.** Le Cameroun bénéficie d'établissements d'enseignement de grande qualité, mais le niveau d'instruction n'est pas suffisamment généralisé ni adapté pour répondre aux besoins du secteur privé. Selon l'indice du capital humain de la Banque mondiale (2020), un enfant né au Cameroun aujourd'hui n'aura à l'âge adulte qu'une productivité égale à 40 % de ce qu'elle aurait pu être s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé. Ce chiffre est légèrement inférieur à la moyenne de la région AfSS et à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Entre 2010 et 2020, la valeur de l'indice de capital humain (ICH) du Cameroun est passée de 0,38 à 0,40. Le pays obtient des résultats relativement meilleurs que la moyenne de l'Afrique subsaharienne pour la durée de scolarisation. Ses performances sont, en revanche, relativement médiocres en ce qui concerne les résultats aux examens, qui reflètent l'apprentissage réel (plutôt que la simple présence) à l'école.

**15. Infrastructures et TIC.** Malgré d'importantes dépenses d'investissement public, les mauvais résultats du Cameroun en matière de mise en œuvre se traduisent par une faiblesse des infrastructures économiques publiques, notamment dans les domaines de l'électricité, de l'eau, des télécommunications, des routes, des chemins de fer, et des installations portuaires et aériennes. Les liaisons régionales constituent un obstacle majeur au commerce et à l'intégration de la région et sont une priorité pour les institutions de la CEMAC et pour ses pays membres. Il s'agit d'un frein majeur à la productivité du secteur privé, y compris pour les exportations. Néanmoins, il est encourageant de constater que plusieurs grands projets d'infrastructure sont en cours, notamment dans le secteur de l'électricité. À court et moyen termes, l'achèvement de ces projets peut améliorer sensiblement l'approvisionnement du pays en électricité, à condition que les besoins financiers correspondants soient satisfaits.

**16. Institutions.** Bien que le Cameroun dispose d'une structure institutionnelle riche qui, malgré la pression sécuritaire, a jusqu'ici maintenu la stabilité politique et macroéconomique, le secteur privé tout comme les revues de la gouvernance économique indiquent plusieurs domaines dans lesquels l'environnement institutionnel camerounais pourrait être renforcé pour mieux répondre aux besoins du secteur privé. Les faiblesses concernent la formulation et l'exécution du budget (notamment l'exécution en temps opportun des paiements intérieurs et des investissements publics), les droits de propriété et le système juridique, l'administration des recettes, la réglementation publique et la corruption.

**17. Administration des frontières.** L'efficacité de l'administration des frontières du Cameroun s'est récemment améliorée, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires. L'administration des frontières peut avoir une incidence sensible sur les flux commerciaux. Les autorités travaillent à son renforcement, et les indicateurs de facilitation des échanges de l'OCDE (2022) attribuent sur ce point une bonne note au Cameroun par rapport au reste de la région subsaharienne. L'OCDE fait état d'améliorations depuis 2019 dans les domaines de la coopération interne et externe entre les agences aux frontières, de la gouvernance et de l'impartialité. L'évaluation par l'OCDE des mesures de facilitation des échanges sur les flux commerciaux bilatéraux et les coûts du commerce montre que les réformes les plus bénéfiques concernent les formalités, la gouvernance et l'impartialité, la disponibilité des renseignements, l'implication des négociants, les décisions anticipées et les procédures d'appel. Compte tenu du potentiel d'augmentation des flux commerciaux et de réduction des coûts de ces domaines de l'action publique, le Cameroun aurait tout à gagner à poursuivre les améliorations sur plusieurs points : la disponibilité des renseignements, l'information préalable sur les décisions anticipées, la rationalisation des documents, l'automatisation avancée et les procédures de gestion des risques.

**18. Marchés financiers.** Un obstacle majeur pour les entreprises est le manque d'accès aux financements, qui trouve en partie son origine dans la forte exposition des banques à l'État, mais résulte également d'un environnement juridique médiocre pour les droits de propriété et le recouvrement des créances. Récemment, l'État a mis en place un fonds de garantie de 200 milliards de francs CFA pour faciliter l'accès des PME aux prêts des banques commerciales. Les efforts en ce sens doivent se poursuivre.

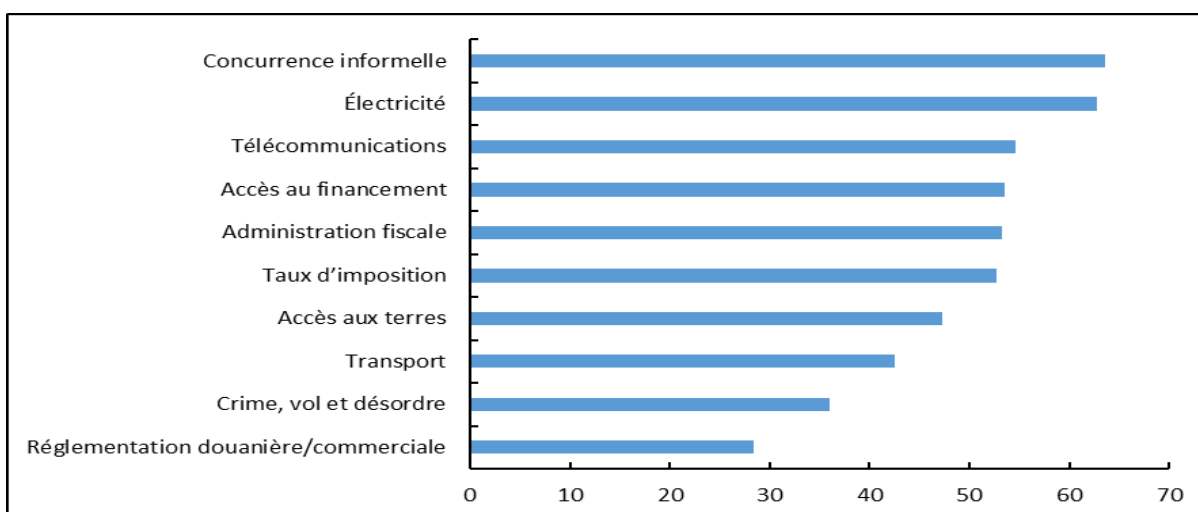
**19. Dynamisme des entreprises, innovation et marché des produits. Le marché du travail camerounais est flexible, mais les marchés de produits sont fortement réglementés, que ce soit de manière formelle ou informelle.** Le poids des institutions publiques et du contrôle des marchés ne crée pas un environnement propice à l'entrepreneuriat. La flexibilité du marché des produits est entravée par le contrôle des prix des articles clés, qu'ils soient subventionnés par l'État ou indirectement par les entreprises. Une conséquence importante de l'environnement fiscal et réglementaire est qu'une grande partie de la communauté des entreprises se maintient dans le secteur informel<sup>2</sup>.

**20.** En résumé, le Cameroun a récemment fait quelques progrès sur les déterminants de la transformation structurelle, mais les obstacles qui subsistent sont toujours à peu près les mêmes que ceux relevés dans les dernières enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale, datant de 2016 (graphique 5 du texte).

---

<sup>2</sup> De nombreuses études se sont intéressées à l'informalité ; elles tendent à s'accorder sur le fait que ses causes sont multiples et protéiformes. Il s'agit notamment de la réglementation, mais aussi de la faible productivité des jeunes entreprises, du manque d'accès aux financements, de l'absence de discipline et de l'auto-exclusion résultant d'une mauvaise gouvernance publique. Un autre facteur de mise dans le cas du Cameroun est la subvention des carburants. En effet, le secteur informel bénéficie comme le secteur formel des subventions aux carburants et à l'énergie, lesquelles sont financées par la fiscalité sur le secteur formel (Bento *et al.*, 2018).

**Graphique 5. Cameroun : Proportion d'Entreprises Manufacturières formelles citant tels Facteurs comme Obstacles Majeurs ou très Graves à l'Exercice de leur Activité**



Sources : Banque Mondiale, enquêtes sur les entreprises ; calculs des auteurs.

## E. Recommandations

**21. Pour atteindre ses objectifs de transformation structurelle et de diversification des exportations, le Cameroun devra résoudre effectivement les problèmes connus relatifs aux facteurs structurels.** Parce qu'elles forment la base d'un environnement économique sain dans lequel les entreprises peuvent innover et se développer, ces exigences institutionnelles et de gouvernance constituent une condition nécessaire au développement économique. À cet égard, l'accent peut être mis sur les points ci-dessous.

**22. Institutions.** Le Cameroun doit améliorer sensiblement sa gouvernance globale, renforcer l'environnement institutionnel et mieux répondre aux besoins du secteur privé. La priorité dans ce domaine doit être de parvenir à une paix et une stabilité politique durables pour le pays. Il est également indispensable de lutter contre la corruption, et d'améliorer le fonctionnement du système juridique ainsi que la formulation et l'exécution du budget, notamment par l'exécution en temps opportun des paiements intérieurs et des investissements publics.

**23. Infrastructures et TIC.** Améliorer l'efficacité de l'investissement public et développer les infrastructures dans les domaines de l'électricité, des télécommunications et des routes. Le pays peut tout d'abord améliorer sa mise en œuvre des investissements publics en prenant des mesures pour favoriser l'efficacité des dépenses publiques dans ce domaine. Il devrait ensuite s'efforcer de se doter d'infrastructures — routes, réseaux de télécommunications, d'électricité et d'eau — de meilleure qualité. Dans ce processus, il peut adopter et promouvoir les sources d'énergie renouvelables en tirant parti de ses ressources naturelles.

**24. Capital humain.** Améliorer le capital humain en renforçant l'apprentissage dans les écoles et en adaptant les programmes aux besoins du secteur privé. En matière de capital humain, il existe

une grande marge d'amélioration au Cameroun. Le pays doit poursuivre ses efforts pour soutenir la fréquentation scolaire, mais il doit aussi, spécifiquement, améliorer la qualité de l'apprentissage dans les écoles et garantir l'adéquation de la formation aux besoins du secteur privé. Compte tenu de la masse critique du secteur informel, il convient également de mettre l'accent sur la formation aux compétences entrepreneuriales.

**25. Marchés des produits et du travail.** Dans ce domaine, il est conseillé de supprimer les réglementations qui entravent la concurrence entre les entreprises, de permettre une plus grande flexibilité du marché et d'encourager la régularisation des entreprises informelles existantes. Les incitations à la formalisation recourent diverses réformes de politique, notamment l'amélioration de l'accès au financement, l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale, l'amélioration de la gouvernance et la simplification des obligations et des procédures fiscales pour les entreprises. Elles couvriront également la lutte contre l'informalité.

**26. Dynamisme des entreprises et innovation.** Réduire le poids des entreprises publiques et du contrôle des marchés est une piste pour améliorer l'environnement des entreprises et favoriser la créativité et l'innovation.

**27. Prendre des mesures qui facilitent l'accès aux financements.** En règle générale, si les antécédents de crédit et les dossiers financiers, au niveau microéconomique, sont meilleurs, cela aide les institutions financières à mesurer le risque inhérent aux prêts et à sélectionner les clients potentiels — ce qui, à son tour peut faciliter l'accès au crédit. Au Cameroun, où la participation bancaire est faible, l'État devrait encourager la concurrence entre les banques et les acteurs financiers non bancaires, y compris les fournisseurs de services d'argent mobile. Pour accompagner la mise en place par les autorités d'un fonds de garantie au bénéfice des PME, le Cameroun peut également apprendre d'autres pays qui ont pris de telles mesures de facilitation de l'accès au crédit pour les entreprises.

**28. Améliorer l'efficacité des administrations fiscale et douanière et simplifier le code des impôts.** L'objectif doit être d'éliminer la bureaucratie excessive, la corruption et tout autre goulet d'étranglement administratif. Là, la dématérialisation des paiements et des procédures peut se révéler utile, le Cameroun pouvant s'inspirer, à cet égard, des expériences du Bénin et du Rwanda.

**29. Promouvoir le commerce régional.** La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est une initiative bienvenue dont il convient de tirer parti.

## F. Conclusion

**30. Cette note analyse les difficultés inhérentes à la transformation structurelle de l'économie et à la diversification des exportations.** L'objectif d'industrialisation embrassé par le Cameroun ne date pas d'hier ; pour autant, l'activité manufacturière du pays ne décolle toujours pas, et ses exportations continuent d'être dominées par les minéraux et les combustibles, et par les matières premières vers quelques rares destinations non africaines. Les obstacles à surmonter vont des déficiences structurelles et institutionnelles touchant toute l'économie aux défaillances du marché et aux choix stratégiques.

## Bibliographie

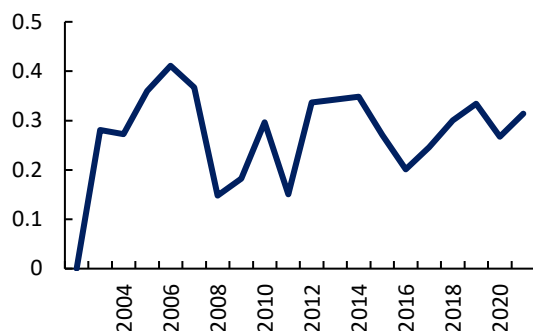
- Atasoy, B. S. (2021). The determinants of export sophistication: Does digitalization matter? *International Journal of Finance & Economics*, 26(4), 5135–5159. <https://doi.org/10.1002/ijfe.2058>
- Antonio M. Bento, Mark R. Jacobsen, Antung A. Liu (2018). Environmental policy in the presence of an informal sector. *Journal of Environmental Economics and Management*, 90, 61–77. ISSN 0095-0696, <https://doi.org/10.1016/j.jeem.2018.03.011>.
- Baliamoune-Lutz, M. (2019). Trade sophistication in developing countries: Does export destination matter? *Journal of Policy Modeling*, 41(1), 39–51. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2018.09.003>
- Cabral, M. H., & Veiga, P. (2010). *Determinants of Export Diversification and Sophistication in Sub-Saharan Africa* (SSRN Scholarly Paper 1665116). <https://doi.org/10.2139/ssrn.1665116>
- Ministry of Economy, Planning and Regional Development. (2020). *National Development Strategy 2020-2030*.
- Freire, C. (2017). *Promoting Structural Transformation: Strategic Diversification vs. Laissez-Faire Approach*. OECD iLibrary. <https://doi.org/10.18356/87779661-en>
- Harrison, A., & Rodríguez-Clare, A. (2010). Chapter 63—Trade, Foreign Investment, and Industrial Policy for Developing Countries\*. In D. Rodrik & M. Rosenzweig (Eds.), *Handbook of Development Economics* (Vol. 5, pp. 4039–4214). Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-444-52944-2.00001-X>
- Hausmann, R., Hwang, J., & Rodrik, D. (2007). What You Export Matters. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 1–25.
- Hausmann, R., & Rodrik, D. (2003). Economic development as self-discovery. *Journal of Development Economics*, 72(2), 603–633. [https://doi.org/10.1016/S0304-3878\(03\)00124-X](https://doi.org/10.1016/S0304-3878(03)00124-X)
- McIntyre, A., Li, M. X., Wang, K., & Yun, H. (2018). *Economic Benefits of Export Diversification in Small States* (IMF Working Papers 2018/086). International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2018/04/11/Economic-Benefits-of-Export-Diversification-in-Small-States-45795>
- Salinas, G. (2021). *Proximity and Horizontal Policies: The Backbone of Export Diversification* (Working Paper 2021/064). International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/03/05/Proximity-and-Horizontal-Policies-The-Backbone-of-Export-Diversification-50141>
- Sen, K. (2016). *The Determinants of Structural Transformation in Asia: a Review of the Literature* (ADB Economics Working Paper Series 478). Asian Development Bank. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/182271/ewp-478.pdf>

- Spatafora, N., Anand, R., & Mishra, S. (2012). *Structural Transformation and the sophistication of Production* (IMF Working Papers 2012/059). International Monetary Fund.  
<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Structural-Transformation-and-the-sophistication-of-Production-25746>
- Teng, Y., & Lo, D. (2019). *Determinants of Developing Countries' Export Upgrading: The Role of China and Productive Investment* (The SOAS Department of Economics Working Paper Series 227). SOAS University of London. <https://www.soas.ac.uk/sites/default/files/2022-10/economics-wp227.pdf>
- Trade Map, International Trade Centre (ITC), <https://www.trademap.org/Index.aspx>
- The World Bank. (2016). *World Bank Enterprise Surveys* [dataset]. <http://www.enterprisesurveys.org>
- United Nations Conference on Trade and Development. (2018). *Structural Transformation and Export Diversification in Southern Africa* (UNCTAD/GDS/ECIDC/2017/5).  
[https://unctad.org/system/files/official-document/gdsecidc2017d5\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/gdsecidc2017d5_en.pdf)
- Weldemicael, E. (2012). *Determinants of Export Sophistication* [Working paper].
- Zhu, S., & Fu, X. (2013). Drivers of Export Upgrading. *World Development*, 51, 221–233.  
<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.05.017>



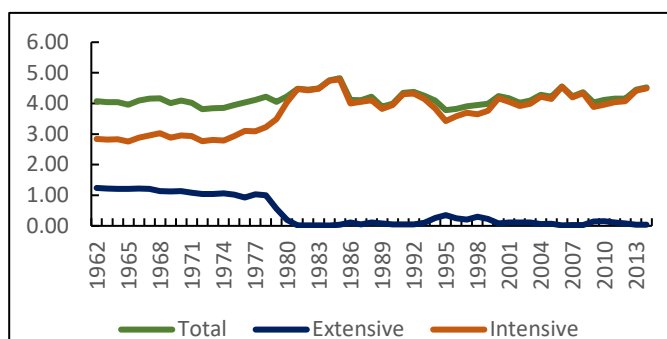
## Annexe I. Concentration des Exportations au Cameroun

**Graphique 1. Cameroun : Concentration des Exportations (IHH)**



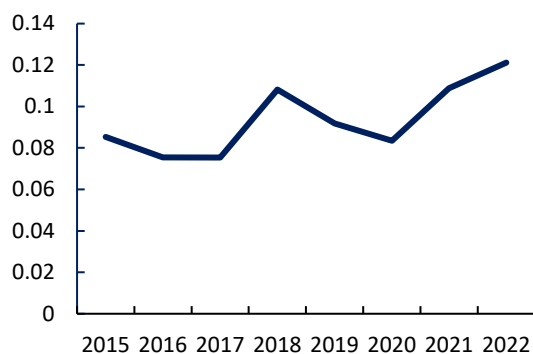
Sources : Centre du commerce international ; calculs des auteurs.

**Graphique 2. Cameroun : Concentration des Exportations (indice de Theil)**



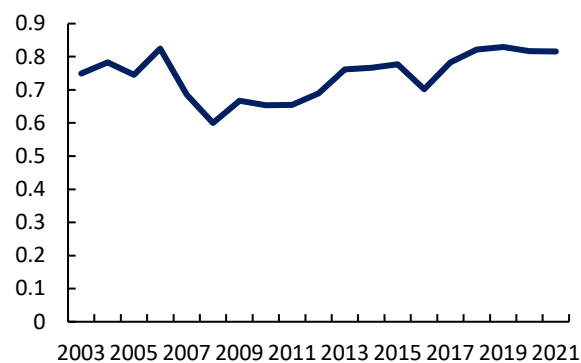
Sources : indice de diversification des exportations calculé par le FMI ; calculs des auteurs.

**Graphique 3. Cameroun : Concentration des Exportations par pays (HH)**



Sources : données des autorités et calculs des auteurs.

**Graphique 4. Cameroun : Concentration des Exportations par région (IHH)**



Sources : Centre du commerce international ; calculs des auteurs.

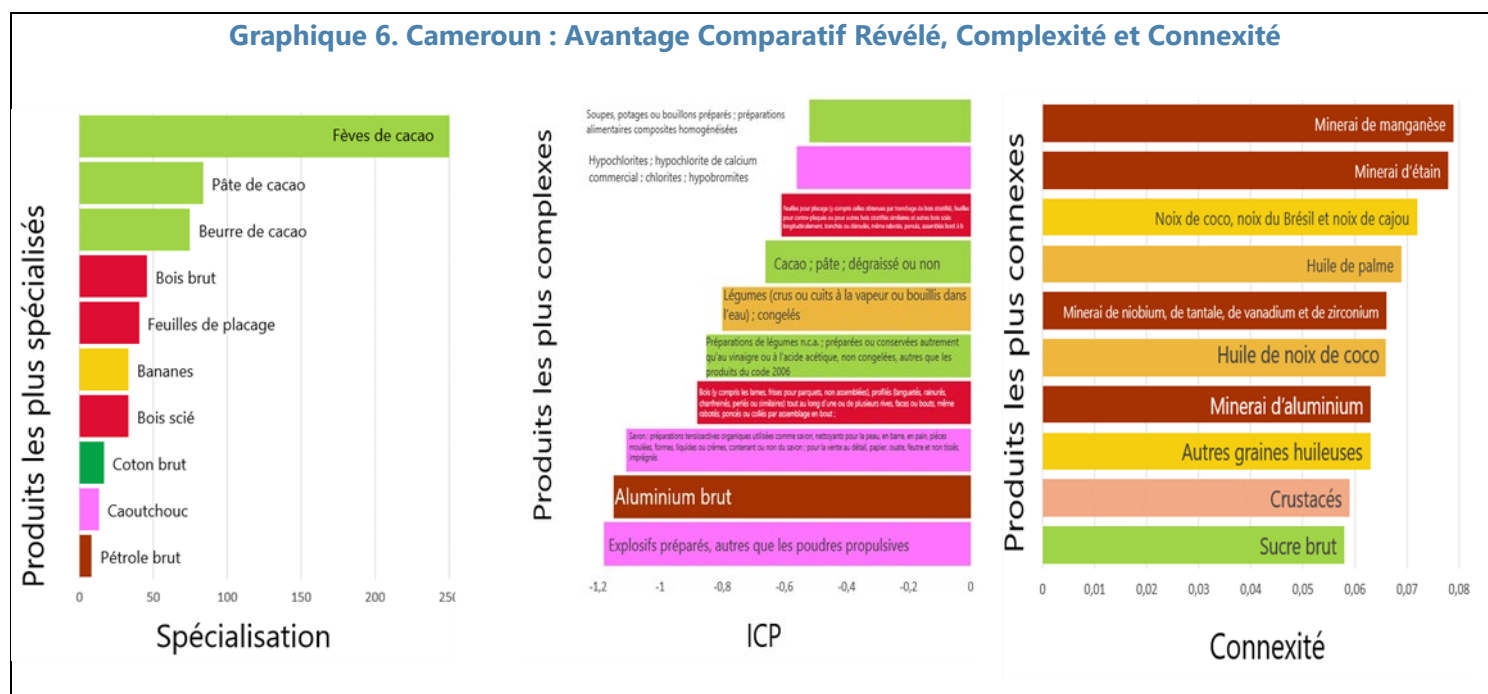
**Spécialisation, complexité et connexité**<sup>1</sup>. Le Cameroun présente un niveau élevé de spécialisation dans les fèves de cacao, la pâte de cacao, le beurre de cacao, le bois en grumes et les feuilles de placage<sup>2</sup>. Les exportations les plus complexes du Cameroun selon l'indice de complexité des produits (ICP) sont les préparations pour soupes, potages ou bouillons et les soupes, potages ou

<sup>1</sup> Éléments repris des données et graphiques de l'Observatoire de la complexité économique (OEC), <https://oec.world/en/profile/country/cmr>.

<sup>2</sup> L'indice d'avantage comparatif révélé (ACR) mesure la spécialisation en prenant le rapport entre les exportations observées et attendues du pays pour chaque produit. L'indice ACR du pays  $i$  pour le produit  $j$  est souvent mesuré par la part du produit dans les exportations du pays rapportée à sa part dans le commerce mondial :  $ACR_{ij} = (x_{ij}/X_{it}) / (x_{wj}/X_{wt})$ . Une valeur inférieure à 1 signifie que le pays a un désavantage comparatif révélé pour le produit considéré, tandis qu'une valeur supérieure à 1 donne à penser qu'il détient un avantage comparatif révélé pour ledit produit.

bouillons préparés ; les préparations alimentaires composites homogénéisées (-0,52) : les hypochlorites ; l'hypochlorite de calcium du commerce ; les chlorites ; les hypobromites ; les feuilles pour placage (y compris celles obtenues par tranchage de bois stratifié) et pour contreplaqués ; la pâte de cacao, même dégraissée, et les légumes (non cuits ou cuits à l'eau ou la vapeur) congelés<sup>3</sup>. Les principales spécialités d'exportation pour le Cameroun, selon l'indice de connexité, sont les minerais de manganèse, les minerais d'étain, les noix de coco, les noix du Brésil, les noix de cajou, l'huile de palme, et les minerais de niobium, de tantale, de vanadium et de zirconium<sup>4</sup>.

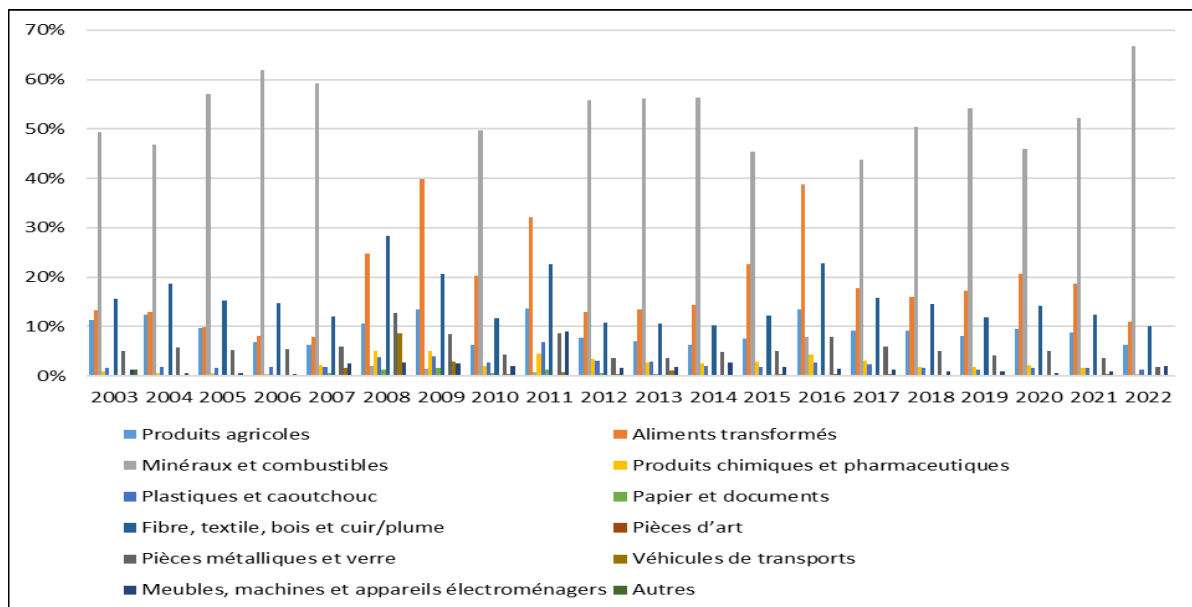
**Graphique 6. Cameroun : Avantage Comparatif Révélé, Complexité et Connexité**



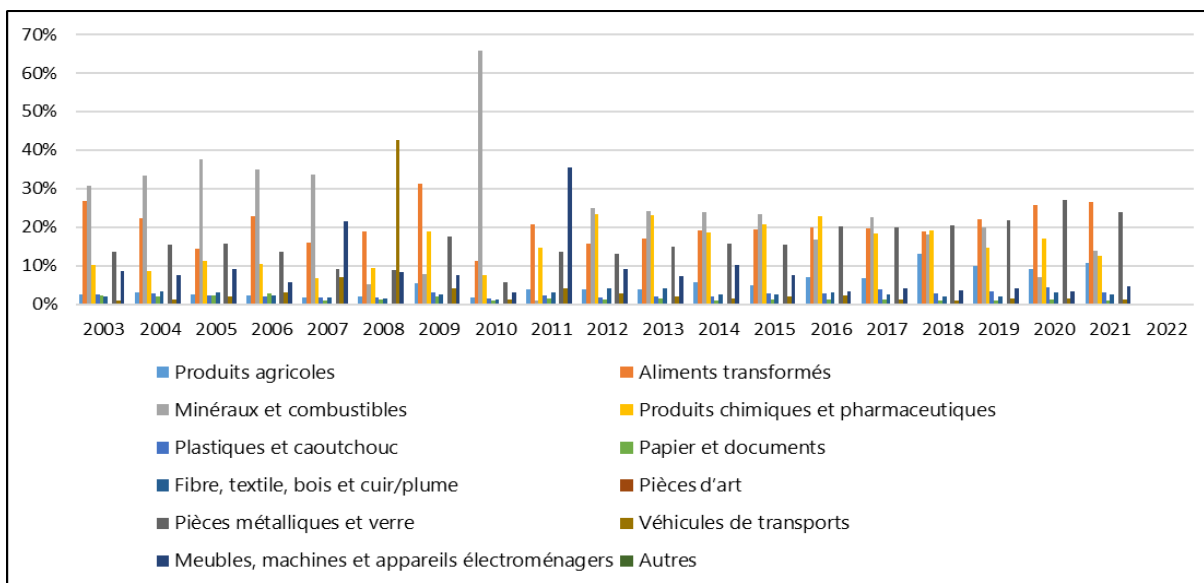
<sup>3</sup> L'ICP mesure l'intensité de connaissances attachée à un produit en tenant compte de l'intensité de connaissances de ses exportateurs.

<sup>4</sup> La connexité mesure la distance entre les exportations actuelles d'un pays et chaque produit.

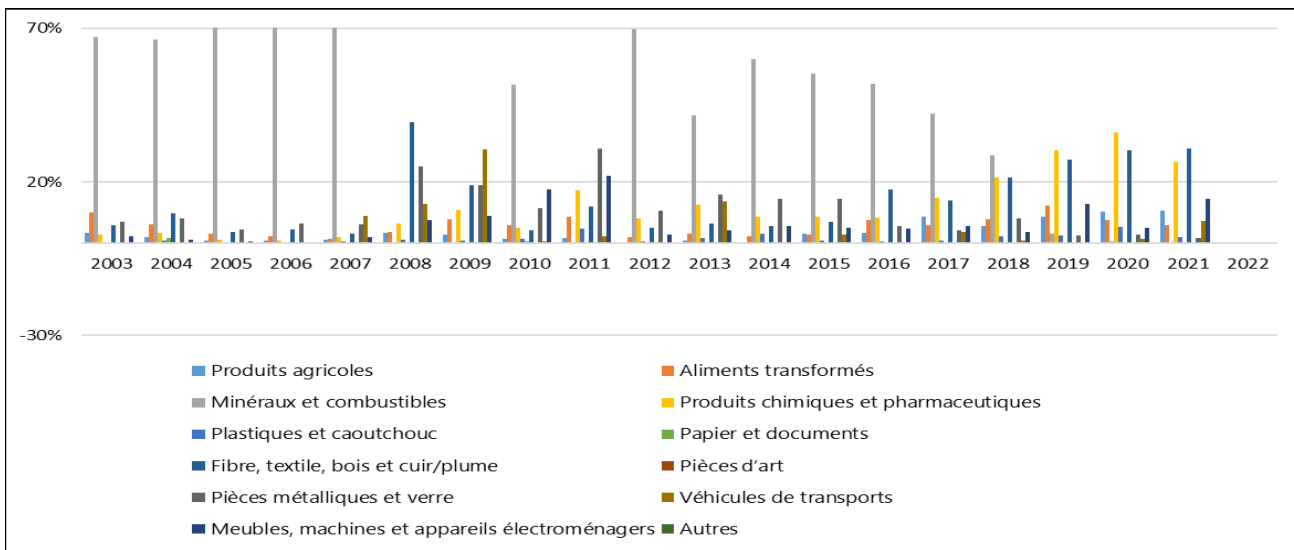
**Graphique 7. Cameroun : Structure des Exportations vers le Monde**



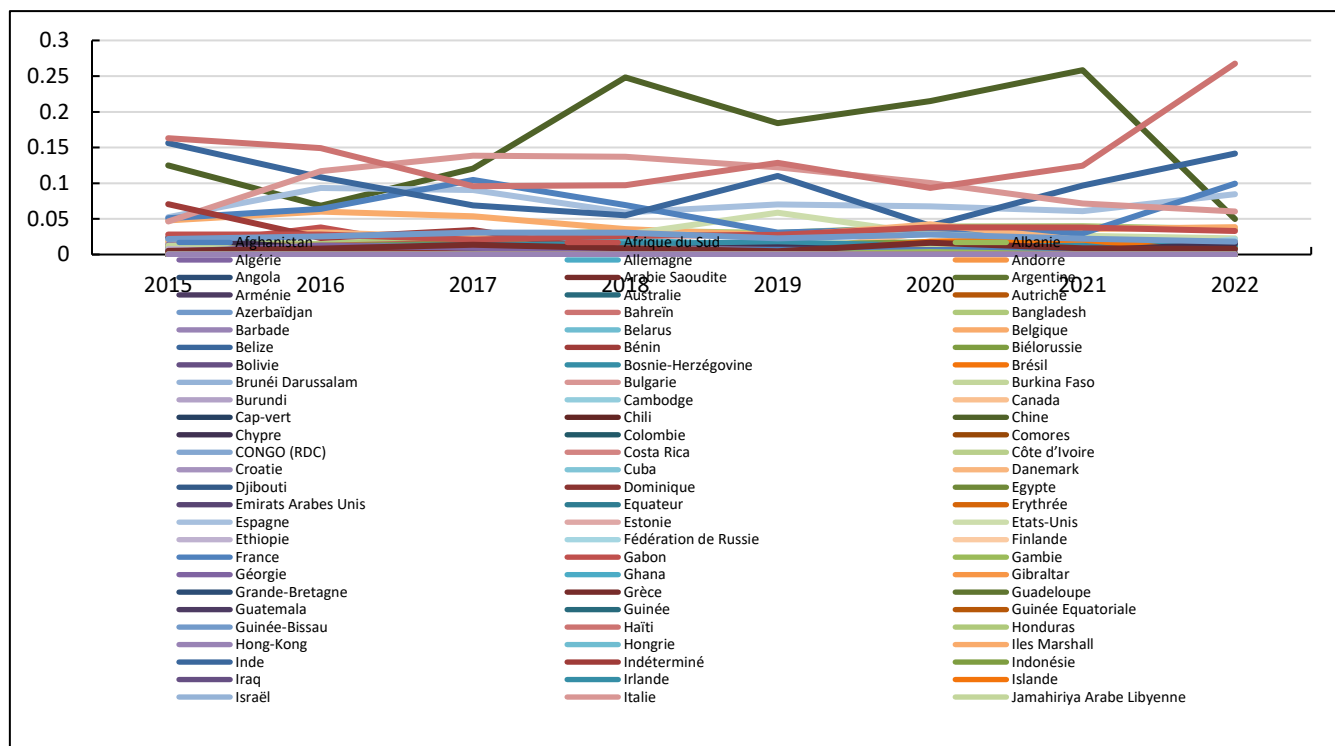
**Graphique 8. Cameroun : Structure des Exportations vers la CEMAC**



Graphique 9. Cameroun : Structure des Exportations vers l'Afrique Subsaharienne hors CEMAC



Graphique 10. Cameroun : Exportations par Pays de Destination



# POLITIQUE INDUSTRIELLE AU CAMEROUN<sup>1</sup>

## A. Introduction

**1. Le Cameroun est une porte d'entrée sur l'Afrique centrale et son économie repose très largement sur les produits de base.** Le secteur pétrolier occupe depuis toujours une place prépondérante, et les réserves de ressources théoriquement disponibles sont substantielles. En outre, le paysage économique du pays est structuré par les exportations de produits agricoles, aux premiers rangs desquels le cacao, le café, le coton et les bananes. Pour atténuer l'impact des fluctuations des prix mondiaux des produits de base et renforcer la stabilité macroéconomique, il est impératif que le Cameroun favorise la résilience économique grâce à des stratégies de diversification.

**2. Pour promouvoir une croissance et une diversification élevées et soutenues, le pays place la politique industrielle au centre de sa stratégie de développement.** Les autorités construisent leur politique industrielle principalement autour d'un modèle de substitution aux importations (politique d'import-substitution) dans le but de soutenir la production nationale de biens de consommation, tout en s'efforçant de combler les lacunes en matière d'infrastructures et les déficiences institutionnelles. À plus long terme, les autorités aspirent à développer la production nationale, à permettre aux producteurs locaux d'être compétitifs au niveau mondial et à améliorer les résultats à l'exportation. Ainsi, le processus d'import-substitution actuellement mis en avant est présenté par les autorités comme une phase de transition vers une stratégie axée sur les exportations. En outre, certaines mesures de soutien aux exportations sont également mises en œuvre.

**3. À l'échelle mondiale, la politique industrielle suscite depuis quelque temps un regain d'intérêt chez les décideurs, motivés par des considérations à la fois économiques et non économiques.** Bien que les débats sur l'efficacité de la politique industrielle persistent, les évolutions récentes indiquent une nette augmentation de son utilisation, en particulier depuis 2018. Les travaux récents, notamment ceux de Juhász *et al.* (2023a, 2023b) et de Cherif & Hasanov (2019), apportent une compréhension plus nuancée de la politique industrielle et de son efficacité. Les objectifs ou les raisons qui motivent les politiques industrielles varient entre la diversification économique classique, la création d'emplois, le progrès technologique et la correction des défaillances du marché, et le dérèglement climatique, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la sécurité nationale. On observe notamment une résurgence des politiques industrielles motivées par la substitution aux importation<sup>2</sup>.

**4. La présente note est organisée ainsi :** la section B définit et présente le cadre des politiques industrielles. La section C analyse la stratégie du Cameroun en matière de politique industrielle, les instruments de cette stratégie et sa mise en œuvre. La section D présente une discussion qui s'appuie sur les enseignements empiriques tirés de l'expérience d'autres pays. Enfin, les conclusions sont présentées en section E.

---

<sup>1</sup> Rédigé par Xianguo Huang et Asel Isakova avec l'appui du travail de recherche de Kaihao Cai.

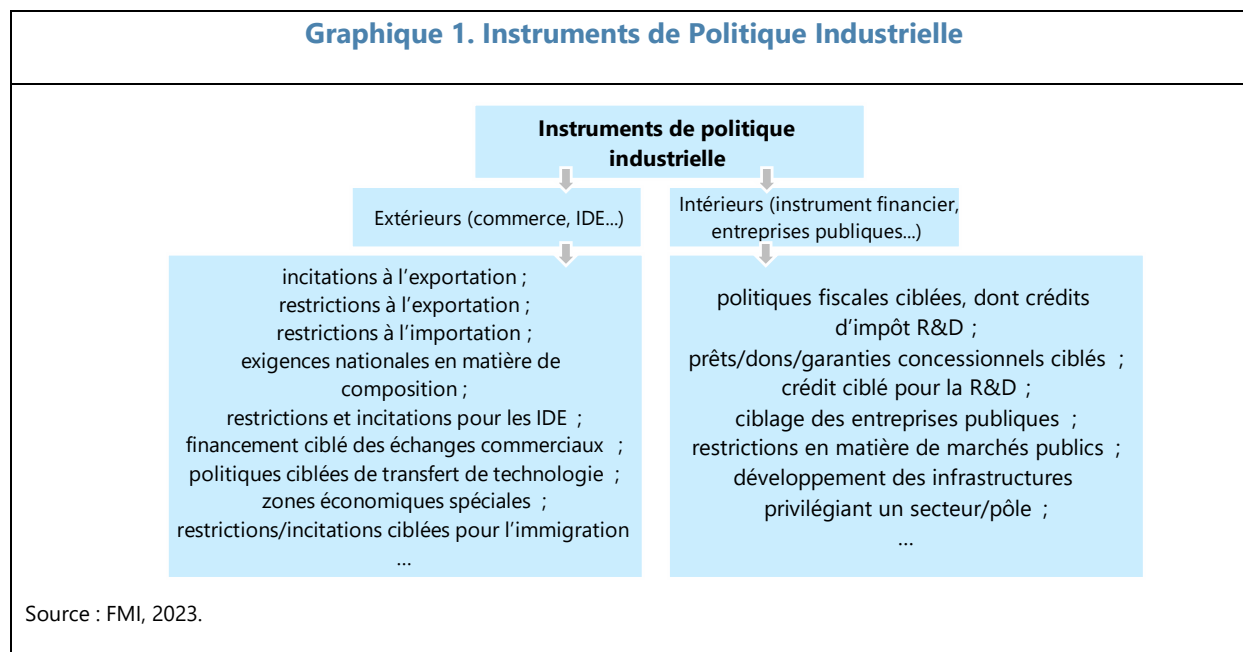
<sup>2</sup> Voir, par exemple, Irwin, 2020.

## B. Comprendre la Politique Industrielle

**5. La politique industrielle est définie comme un ensemble d'interventions ciblées de l'État pour soutenir les entreprises, les industries et les activités économiques nationales afin d'atteindre certains objectifs nationaux.** Par essence, ces interventions représentent des actions ciblées de l'État, souvent appelées *politiques verticales*. Le terme *politiques horizontales*, qui se rapporte à l'amélioration de l'environnement général des entreprises sans ciblage spécifique, est exclu de cette définition (FMI, 2023). Au cours des dernières décennies, les responsables de la politique et les universitaires ont ravivé leur intérêt en analysant le rôle de l'État dans le développement économique. Ces débats laissent entrevoir une nature complexe de la politique industrielle qui doit être comprise dans des contextes nationaux spécifiques et qui justifie une analyse plus détaillée de ses instruments de politique (Juhász *et al.*, 2023b).

**6. Les objectifs et les stratégies de politique industrielle ont évolué ces dernières années.** Les objectifs économiques classiques de la politique industrielle sont de promouvoir la croissance, la diversification, l'emploi et le rattrapage technologique. Bien que ces motifs continuent de dominer, la politique industrielle est de plus en plus motivée par des facteurs tels que la résilience des chaînes d'approvisionnement, le dérèglement climatique et la sécurité nationale. Si les politiques industrielles se justifient théoriquement en cas de défaillance du marché (FMI, 2023), leur mise en œuvre pratique se heurte souvent à des difficultés liées à l'asymétrie de l'information et à la recherche de rente. L'utilisation d'instruments de politique est déterminée par la stratégie de politique industrielle choisie, qui peut être classée soit comme liée au commerce, englobant la promotion des exportations et la substitution aux importations, soit comme axée sur un thème, y compris les activités d'aval, l'obtention de faibles émissions de carbone et l'industrie 4.0, qui introduit le numérique dans l'industrie manufacturière par le biais de machines « intelligentes ».

**Graphique 1. Instruments de Politique Industrielle**



**7. Toute stratégie de politique industrielle doit être cohérente avec les objectifs de politique industrielle et s'appuyer sur des instruments de politique industrielle spécifiques qui détermineront son coût et son efficacité.**

L'efficacité des différents instruments pour atteindre les objectifs de politique industrielle peut varier. Par exemple, Aghion *et al.* (2015) montrent que les subventions et les exonérations fiscales temporaires sont plus efficaces que d'autres instruments pour améliorer la productivité dans les secteurs concurrentiels.

**8. Les instruments de politique industrielle peuvent être classés selon qu'ils sont liés au commerce extérieur ou à la croissance intérieure (hors commerce) (graphique 1 du texte).**

Les instruments extérieurs sont conçus pour stimuler les exportations nationales ou limiter les importations de biens étrangers. Les mesures axées sur les exportations comprennent les incitations fiscales à l'exportation, les mécanismes de financement du commerce et les subventions à l'exportation. Les restrictions à l'importation peuvent prendre la forme de quotas, de restrictions sanitaires ou phytosanitaires, d'obstacles techniques au commerce ou de contrôle des importations. D'autres instruments extérieurs sont les exigences en matière de contenu local, les initiatives de facilitation du commerce, les mesures d'investissement liées au commerce et la création de zones économiques spéciales (ZES). Lorsque les objectifs sont intérieurs, les instruments de politique industrielle se concentrent sur la croissance du secteur industriel, sans considérations explicites d'investissements et d'échanges internationaux. Le soutien financier, une mesure non commerciale essentielle, vise à stimuler les activités d'un secteur ou d'une entreprise au moyen de subventions, de dons, d'exonérations ou de réductions fiscales, de prêts à faible taux d'intérêt, de garanties de prêt, de prises de participation de l'État et d'autres mécanismes d'incitation.

## C. Politique Industrielle au Cameroun

### **Objectifs et stratégie de la politique industrielle**

**9. La politique industrielle au Cameroun est principalement guidée par des objectifs économiques.**

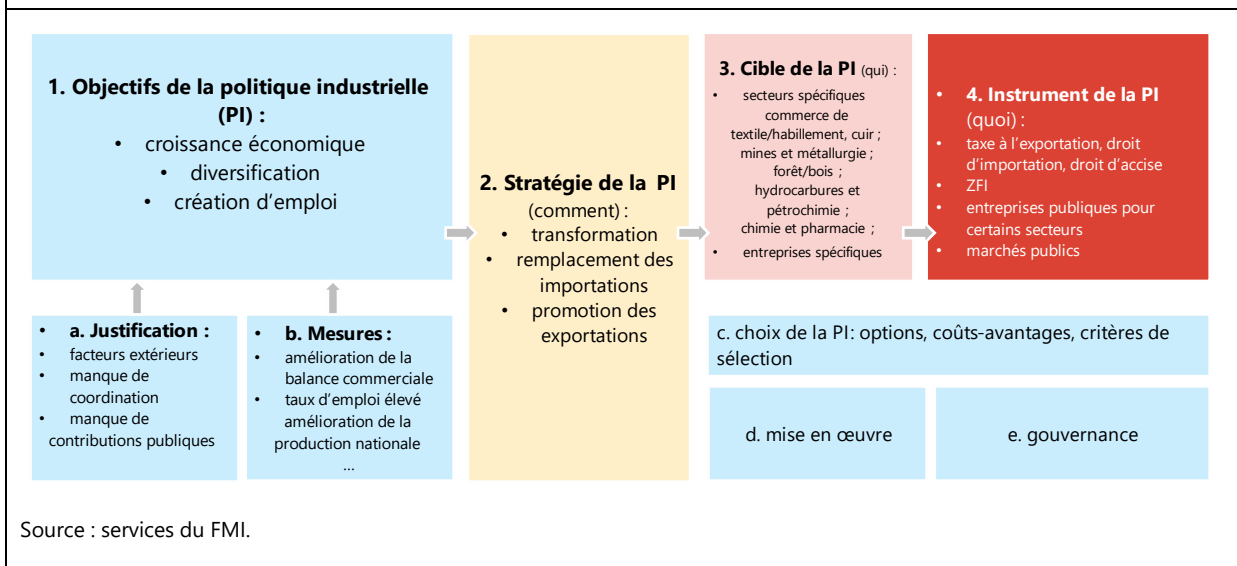
Pour obtenir la croissance économique en augmentant la production intérieure, en diversifiant la base économique et en créant des emplois, la politique industrielle du Cameroun vise à améliorer le solde extérieur et à augmenter le taux d'emploi. Si la conception et la mise en œuvre de la politique industrielle nationale sont essentiellement motivées par des objectifs économiques, cela n'exclut pas la prise en considération, dans sa formulation, de préoccupations non économiques, notamment l'indépendance stratégique et le développement régional.

**10. L'axe central de la stratégie du Cameroun en matière de politique industrielle est un mélange de substitution aux importations et de promotion des exportations, l'accent étant mis sur le développement des industries en aval.**

Le choix des secteurs ciblés reprend les secteurs prioritaires définis dans la stratégie nationale de développement SND30 et se fonde sur les avantages comparatifs perçus du pays, tels qu'une base agricole robuste et des ressources naturelles abondantes. Les autorités visent à relancer la production industrielle et manufacturière en encourageant la substitution aux importations, l'accent étant mis sur l'augmentation de la production dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche et la transformation du bois. Les politiques conçues pour atteindre ces objectifs utilisent une stratégie d'aval, décourageant l'exportation de matériaux non

transformés et encourageant la transformation locale. Dans la pratique, bien que la promotion des exportations soit également un objectif, les priorités de la politique penchent vers la substitution aux importations.

**Graphique 2. Cameroun : Un Cadre Conceptuel et Analytique de la Politique Industrielle**



### ***Instruments de Politique Industrielle***

**11. Le Cameroun utilise une combinaison d'instruments de politique industrielle pour poursuivre la diversification économique par le biais de la substitution aux importations et de la promotion des exportations.** Les autorités ont recours à des subventions directes, à des incitations fiscales et à diverses mesures fiscales et douanières pour encourager la production intérieure et l'abandon de l'exportation de matières premières non transformées. Ces instruments de politique industrielle soit impliquent des dépenses fiscales, soit influencent la structure des prix. Les autorités mettent également en œuvre des mesures plus ciblées pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et promouvoir les exportations, telles que la création de zones franches industrielles (ZFI). Ces zones offrent des exonérations de droits, des avantages fiscaux et d'autres incitations pour attirer les entreprises orientées vers l'exportation, y compris les entreprises de transformation. Les entreprises publiques relevant de certains secteurs sont directement ciblées par des subventions, souvent accompagnées d'orientations administratives, avec un objectif stratégique — soit la fourniture de facteurs de production publics, soit la mise en œuvre d'activités en aval. Une analyse détaillée de ces instruments de politique industrielle est présentée ci-dessous.

#### ***Instrument n° 1 : Taxer plus pour décourager (« mettre du sable dans les rouages »)***

**12. Dissuader d'exporter des matières premières par le biais de droits de sortie et d'interdictions directes d'exporter.** Pour encourager à exporter des produits transformés plutôt que des matières premières, l'État applique des droits à l'exportation sur les matières premières agricoles et



le bois brut. En vertu de la loi n° 2016/004, le Cameroun peut interdire certaines exportations pour soutenir l'approvisionnement du marché local. C'est ainsi que les exportations de ciment et de certains produits alimentaires sont interdites depuis avril 2022<sup>3</sup>. En 2023, le gouvernement a instauré un droit de sortie sur les exportations de fèves de cacao brutes<sup>4</sup> et augmenté celui sur les exportations de bois brut<sup>5</sup> et de bois d'œuvre afin d'encourager la transformation locale de ce matériau en produits plus finis. Les discussions se poursuivent en outre sur l'interdiction d'exporter des grumes — une initiative régionale de la CEMAC — initialement prévue pour s'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 dans les pays de la CEMAC et qui devrait entrer en vigueur en 2026 au Cameroun.

**13. Appliquer des droits d'accise spéciaux à l'importation des marchandises susceptibles d'être produites ou transformées localement afin de favoriser l'activité locale**<sup>6</sup>. La Loi de finances 2019 a instauré des droits d'accises additionnels, à des taux spécifiques, sur les boissons. En 2023, le gouvernement a augmenté les accises à l'importation pour les produits du tabac, les boissons et certains produits alimentaires transformés. En outre, un droit d'accise à l'importation a été instauré sur une série d'articles et emballages en carton, en papier et en plastique ainsi que de matériaux utilisés dans le conditionnement de certaines préparations alimentaires<sup>5</sup>.

### ***Instrument n° 2 : Réduire la fiscalité à titre d'incitation (« huiler les rouages »)***

**14. Prévoir des incitations fiscales et autres pour attirer les investissements liés à des activités économiques ciblées.** La loi de 2013 relative à l'investissement prévoit une liste d'incitations, notamment des exonérations de taxes et de droits, y compris de TVA et d'impôt sur les sociétés, pour une durée maximale de cinq à dix ans, ainsi que des incitations financières et des sanctions administratives<sup>6</sup>. La loi ne fait pas de distinction fondée sur l'origine de l'investisseur, mais établit des critères d'éligibilité qui traduisent l'intention de la politique d'intervention ciblée, en particulier la création d'emplois pour les Camerounais, la part de l'activité annuelle d'exportation dans le chiffre d'affaires hors taxes, l'utilisation des ressources naturelles nationales en proportion de la valeur des intrants et la contribution à la valeur ajoutée en proportion du chiffre d'affaires hors taxes. La loi prévoit également des incitations spécifiques pouvant être accordées aux entreprises qui réalisent des investissements dans certains secteurs relevant d'objectifs prioritaires.

<sup>3</sup> Le 22 avril 2022, le ministère du Commerce a suspendu les exportations de ciment, de farine de blé, de riz, d'huiles raffinées et de céréales produites localement, ce afin d'atténuer les graves pénuries observées sur le marché national.

<sup>4</sup> Avant 2023, des droits de sortie étaient prélevés sur les exportations de café vert (75 FCAF/kg), mais ils étaient fixés à zéro pour les exportations de café torréfié et soluble.

<sup>5</sup> Les droits à l'exportation sur les grumes ont augmenté progressivement, de 17,5 % en 2017 à 60 % en 2023.

<sup>6</sup> En tant que membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), le Cameroun applique un tarif extérieur commun (TEC) aux importations en provenance des pays tiers. Le TEC comporte généralement les quatre bandes suivantes : biens de première nécessité (5 %), matières premières et biens d'équipement (10 %), biens intermédiaires et divers (20 %), et biens de consommation courante (30 %). Le rapport de l'OMC sur l'examen 2023 des politiques commerciales de la CEMAC note, pour le Cameroun, l'existence de lignes tarifaires pour lesquelles les taux appliqués diffèrent du TEC, la liste des dérogations n'étant cependant pas disponible.

<sup>5</sup> Les denrées concernées sont les suivantes : mayonnaise, moutarde et autres préparations de tomates ou pour sauces, soupes, potages ou bouillons, condiments et assaisonnements, composés ou homogénéisés.

<sup>6</sup> Loi N° 2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun.

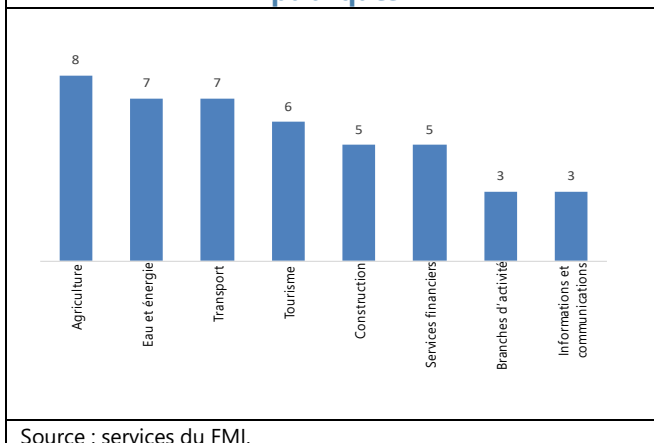
### **Instrument n° 3 : Les zones franches industrielles (« traitement spécial »)**

**15. Doter les zones franches industrielles (ZFI) d'un ensemble d'incitations et de facilités pour attirer des investissements directs étrangers ciblés et promouvoir les exportations.** Les ZFI au Cameroun ont pour but de créer des conditions favorables aux entreprises en leur offrant des incitations, des procédures réglementaires simplifiées et des infrastructures collectives<sup>7</sup>. Les incitations clés offertes par les ZFI incitent les entreprises à développer les secteurs ciblés, soit pour promouvoir les exportations, soit pour remplacer les importations. En vertu de l'ordonnance n° 90/001 de 1990, les entreprises qui exportent au moins 80 % de leurs produits bénéficient d'avantages fiscaux, réglementaires et douaniers considérables. Pour ce qui est des avantages commerciaux, les importations et les exportations des entreprises des ZFI ne sont assujetties à aucune licence, autorisation ou limitation de quotas, et sont exemptées de contrôle de prix et de marges. Sur le plan fiscal, elles bénéficient, pendant les dix premières années de leur exploitation, de l'exonération totale des impôts et taxes. À partir de la onzième année d'exploitation, ces entreprises sont soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au taux global de 15 % et bénéficient du report illimité des pertes des exercices antérieurs. Sur le plan financier, ces entreprises peuvent ouvrir des comptes en devises ; aucune restriction ni interdiction concernant la vente ou l'achat de devises ne leur est applicable et leurs achats et ventes de devises sont exonérés de toute taxe sur le transfert de devises. D'autres avantages relèvent du code du commerce et du code du travail, tandis qu'elles bénéficient d'un accès prioritaire et de tarifs favorables concernant l'électricité et les services portuaires.

### **Instrument n° 4 : Marchés publics (« créer de la demande »)**

**16. La mise en œuvre d'instruments axés sur la demande, tels que le recours aux marchés publics, est limitée par l'offre.** Le système camerounais des marchés publics mis en place en 2018 par les décrets n° 2018/355 et 2018/366 portant respectivement règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques et code des marchés publics met l'accent sur l'intégration d'approches à haute intensité de main-d'œuvre dans les procédures de passation et d'exécution des marchés. Comme elles l'indiquent dans la SND30, les autorités camerounaises aspirent à porter la

**Graphique 3. Cameroun : nombre d'entreprises publiques**



<sup>7</sup> Des zones franches industrielles ont été constituées au Cameroun au cours des dernières décennies, sur la base du concept de zone économique. L'Office national des zones franches industrielles (ONZFI) est l'organisme chargé de superviser et d'administrer le programme des zones franches industrielles au Cameroun. La Mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles (MAGZI), placée sous la tutelle du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, est un établissement public à caractère industriel et commercial qui agit en tant que gestionnaire de projet pour le compte de l'État. La MAGZI gère actuellement 13 ZFI au total, réparties dans neuf régions ; trois autres sont en projet, à Douala, Edéa et Minim (Martap). Les entreprises bénéficiant du régime de ZFI peuvent par ailleurs se constituer en point franc ; elles étaient 38 dans ce cas en 2022 selon l'OMC.

part des marchés publics pour les biens et services produits localement à un minimum de 60 %, afin de soutenir les secteurs et l'emploi nationaux.

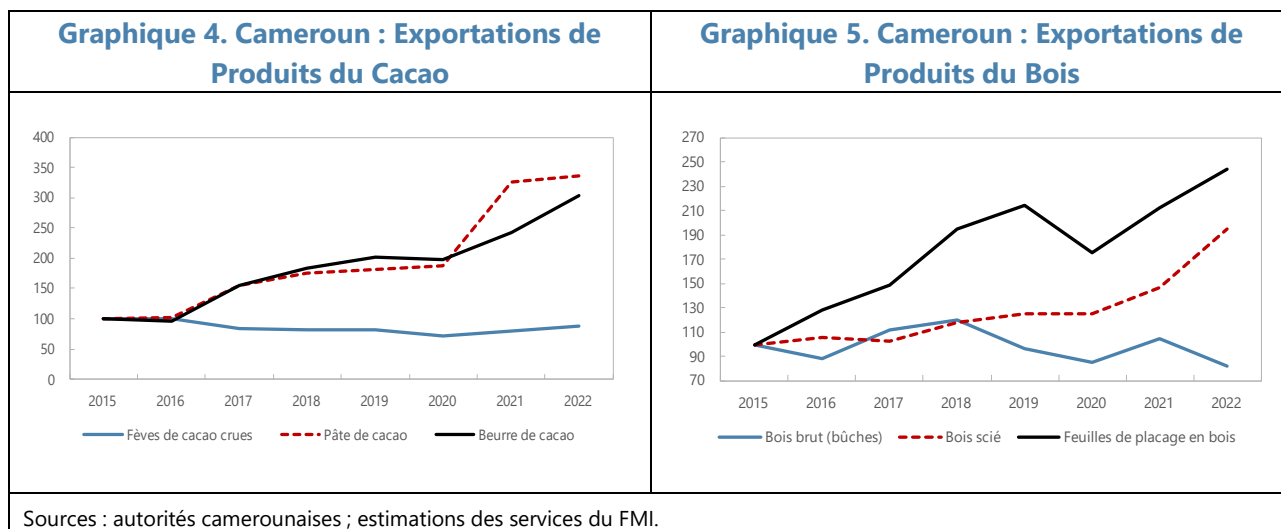
### **Instrument n° 5 : Entreprises publiques (« jouer sur le terrain »)**

#### **17. Les entreprises publiques jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'infrastructures**

**18. ciblées, en fournissant des biens et des services essentiels et en opérant directement dans des secteurs spécifiques.** Au Cameroun, les entreprises publiques sont présentes dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des mines, de la finance et des services, et leurs actifs totaux représentaient environ 20 % du PIB en 2020. C'est dans les secteurs de l'agriculture, des réseaux d'eau et d'énergie et des transports que les entreprises publiques sont les plus nombreuses (graphique 3 du texte). Les entreprises publiques qui emploient le plus de personnes sont celles du secteur agricole.

#### **Mise en œuvre**

**19. La stratégie d'aval dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie vise à accroître la part des exportations de produits transformés.** Une combinaison de droits d'exportation élevés sur les matières premières et de droits d'importation élevés sur les produits finis est largement utilisée dans l'agriculture, en particulier pour des produits tels que le café, le cacao, le sucre, le caoutchouc et le coton, ou dans la foresterie. Le cacao et le bois connaissent une augmentation progressive de la valeur ajoutée exportée, par exemple dans les exportations de produits transformés locaux tels que le beurre et la pâte de cacao, et les sciages et les feuilles de placage (graphiques 4 et 5 du texte). Néanmoins, des obstacles persistent, notamment les prix élevés des intrants agricoles (engrais, par exemple), l'instabilité des prix mondiaux des produits de base et le manque d'infrastructures matérielles et immatérielles de soutien, telles que les transports et l'accès au financement. L'incidence de ces politiques doit faire l'objet d'un examen plus approfondi.



**20. La plupart des ZFI ne bénéficient pas d'économies d'échelle et ont des retombées limitées sur l'économie en général.** Si les ZFI sont dotées de meilleurs équipements tels que l'accès au réseau routier et aux réseaux d'eau et d'électricité, les infrastructures en général doivent être améliorées et leur

bon entretien assuré. La plupart des ZFI sont limitées par leur taille en raison des difficultés d'accès à la terre. Le manque de capacité de production et de main-d'œuvre qualifiée locales limite également les retombées bénéfiques qu'elles pourraient avoir par le biais de l'emploi et des liens d'approvisionnement. Contrairement à d'autres pays où l'administration des zones franches peut être confiée à un agent privé ou à un partenariat public-privé, au Cameroun, toutes les ZFI sont gérées par l'État. Un accès plus large à des infrastructures de qualité au-delà des zones franches est également nécessaire ; ainsi, le développement et l'entretien continus des installations portuaires de Douala et de Kribi sont indispensables pour assurer l'efficacité des activités commerciales. Des liaisons routières et ferroviaires stables sont essentielles pour le fonctionnement d'autres zones éloignées des ports. Dans le même temps, la concurrence pour offrir des concessions plus attrayantes afin d'attirer les investissements dans les ZFI au Cameroun et dans la région est également un frein au développement durable de ces zones.

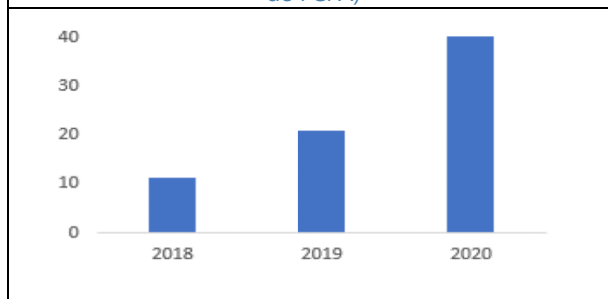
**21. Une faible exécution et d'autres facteurs nationaux entravent la mise en œuvre des marchés publics.** Dans un secteur comme les produits pharmaceutiques, où la capacité locale de production est limitée, la proportion de médicaments produits par des fabricants nationaux n'est que de 3,56 %, un pourcentage bien inférieur à la moyenne africaine (11,69 %) et très loin de l'objectif de 60 % fixé dans la SND30 (MINEPAT, 2022). En outre, la passation électronique des marchés pour certains projets fait défaut.

**22. De plus en plus d'entreprises publiques, peu performantes, sont tributaires d'un appui budgétaire.** Ces entreprises s'en remettent de plus en plus, depuis quelques années, aux subventions publiques directes pour financer leurs activités et leurs investissements<sup>8</sup>. D'après l'étude d'une question générale dans le rapport du FMI sur les consultations de 2021 au titre de l'article IV, les distorsions sectorielles associées ne sont pas négligeables. En outre, la restructuration des entreprises publiques en proie à des difficultés financières et à des problèmes d'endettement n'a guère progressé. Par exemple, la restructuration qui doit accompagner la réhabilitation de la Société nationale de raffinage (SONARA) — l'une des plus grandes entreprises publiques —, victime d'un grave incendie en 2019, a tout juste commencé.

**23. Les retombées transfrontalières de ces politiques industrielles sont probablement limitées.** Au sein de la zone CEMAC, les pays adoptent simultanément des stratégies similaires en matière de politique industrielle, dans lesquelles l'accent est mis sur la substitution aux importations.

Par conséquent, les retombées sur les autres pays peuvent être limitées, tandis que le rythme de mise en œuvre dans des secteurs spécifiques pourrait donner des résultats variables. Les retombées vers

**Graphique 6. Cameroun : Subventions Directes aux Entreprises Publiques** (milliards de FCFA)



Source : services du FMI.

<sup>8</sup> Parmi les autres formes de soutien aux entreprises publiques, on peut citer les recapitalisations par l'État, les garanties publiques aux prêts commerciaux, les prêts rétrocédés et l'accumulation d'arriérés budgétaires.

l'extérieur sont probablement négligeables, car les produits du Cameroun faisant l'objet d'un commerce extérieur sont facilement substituables.

## D. Discussion

**24. La politique industrielle et la substitution aux importations connaissent un retour en grâce depuis quelques années pour diverses raisons.** Premièrement, la chaîne d'approvisionnement mondiale s'est révélée vulnérable aux chocs tels que la pandémie de COVID-19. Les pays qui dépendent fortement des importations de biens de première nécessité cherchent à tout prix à réduire cette dépendance. Deuxièmement, les tensions géopolitiques persistantes, en particulier entre les États-Unis et la Chine, ont rendu les importations de certains biens plus coûteuses et moins sûres. Troisièmement, le souci de la sécurité et de la résilience économiques a conduit à diversifier les chaînes d'approvisionnement. Bien que l'utilisation de politiques industrielles soit en hausse au niveau mondial et que son efficacité dans certaines conditions bien précises soit avérée par des données concrètes, ces politiques risquent de conduire à un équilibre mondial moins optimal.

**25. La substitution aux importations pour renforcer la croissance et la diversification économiques a toujours été moins efficace que l'orientation vers l'exportation.** Si les deux stratégies ont leurs mérites et leurs inconvénients, la promotion des exportations vise un marché mondial plus large et recherche des économies d'échelle dans la production nationale. L'orientation vers l'exportation s'est révélée être une approche plus durable et plus efficace pour le développement économique à long terme (Cherif et Hasanov, 2022 ; Irwin, 2021). En tant que stratégie tournée vers l'extérieur, la promotion des exportations est plus susceptible de contribuer à l'efficacité, au développement technologique et à l'amélioration des compétences, ce que corroborent les données empiriques contemporaines sur l'efficacité des politiques (Juhász *et al.*, 2023b). Dans le contexte de l'économie camerounaise, les autorités voient la substitution aux importations comme une étape transitoire avant l'orientation vers les exportations, et la politique industrielle actuelle comme un moyen d'encourager la production nationale à court terme. Si la substitution aux importations peut avoir des avantages dans un premier temps (Adewale, 2017), elle court le risque d'une surabondance de soutien public, et le secteur national peut avoir du mal à être compétitif sur la scène internationale à plus long terme, une fois le soutien de l'État retiré.

**26. Des sauvegardes sont impératives pour différents instruments de politique industrielle afin d'éviter la recherche de rente, d'assurer une mise en œuvre cohérente et de respecter les règles internationales.** Ces sauvegardes comprennent un cadre institutionnel solide, une analyse approfondie des coûts et des risques budgétaires, un suivi continu, l'examen des effets potentiels sur la concurrence et des retombées dans les secteurs connexes. En outre, les mesures relatives au commerce extérieur doivent respecter les règles de l'OMC. Des pratiques telles que les interdictions d'exporter pourraient déclencher des mesures de rétorsion de la part d'autres économies. Une stratégie plus durable devrait s'ancrer dans une action visant l'innovation technologique et la production rentable, la création d'un secteur des PME résilient et l'attraction des investissements étrangers.

**27. Les politiques horizontales, fondées sur des réformes structurelles de grande ampleur, sont essentielles au développement industriel et à la transformation économique, en particulier**

**dans les pays à faible revenu.** Si la politique industrielle peut être un outil efficace pour le développement industriel et la transformation structurelle, comme tendent à le prouver les données empiriques récentes, elle nécessite des capacités et des mécanismes publics solides pour prévenir la recherche (et la captation) de rente. En l'absence de ces conditions préalables et d'une compréhension des différences institutionnelles, il ne faudrait pas trop attendre de la politique industrielle. L'accent devrait plutôt être mis sur la suppression des goulets d'étranglement structurels par le biais de politiques horizontales<sup>9</sup>. Ces politiques s'attachent à combler les lacunes en matière d'infrastructures en renforçant l'efficacité des investissements publics et des partenariats public-privé, en améliorant l'efficacité du marché du travail, en réduisant l'informalité et en assurant le développement du capital humain par une formation professionnelle de qualité répondant aux besoins de l'industrie. En outre, œuvrer pour l'inclusion et l'approfondissement financiers est essentiel afin de stimuler le développement du secteur privé et des PME, tout en mettant en avant la création de conditions équitables pour tous les acteurs du marché et en encourageant la concurrence.

## E. Conclusion

### **28. Le Cameroun a placé la politique industrielle au cœur de sa stratégie de développement.**

Ce choix de la politique industrielle est principalement motivé par des objectifs classiques tels que la diversification économique, la création d'emplois et la croissance. Les autorités comptent sur la stratégie de la politique industrielle qui présente un mélange de substitution aux importations et de promotion des exportations, visant à assurer la croissance des industries nationales en aval. Pour atteindre cet objectif, elles déploient une combinaison d'instruments de politique industrielle tels que l'augmentation de certains droits à l'exportation et à l'importation, des incitations et des avantages fiscaux, la création de zones franches, le recours aux marchés publics et le soutien de l'État aux entreprises publiques.

### **29. Si la stratégie de politique industrielle actuelle offre une chance d'améliorer la production nationale, elle se heurte à des obstacles et a un coût.**

Les incitations, notamment fiscales, et l'augmentation des subventions réduisent les recettes et creusent les dépenses publiques dans un contexte économique déjà difficile et compte tenu des faiblesses de la gestion des finances publiques et des problèmes de gestion de trésorerie (voir le rapport des services du FMI). Les difficultés financières des entreprises publiques et la lenteur de leur restructuration pèsent également sur le budget de l'État. Une évaluation des incitations budgétaires existantes, de leur mise en œuvre et de leurs effets sur l'économie et les finances publiques doit être menée. L'insuffisance des infrastructures et le manque de main-d'œuvre qualifiée freinent le développement des ZFI, qui n'ont donc, pour l'heure qu'un effet limité sur la croissance économique.

### **30. L'expérience des pays montre que la mise en œuvre d'une politique industrielle doit être soutenue par des réformes institutionnelles plus larges.**

La bonne mise en œuvre d'une politique industrielle ne peut se faire sans un renforcement du cadre institutionnel et des capacités de l'administration publique. La stratégie du Cameroun gagnerait à mettre davantage l'accent sur des

<sup>9</sup> Il s'agit de politiques qui s'appliquent de manière générale à différents secteurs de l'économie, sans favoriser un secteur, une entreprise ou un type d'activité économique en particulier, en créant un environnement favorable à la croissance des entreprises, que ce soit en matière de fiscalité, d'infrastructures, de finances ou de cadres réglementaires.

politiques horizontales qui soutiendraient l'économie plus largement et le secteur privé par le biais d'infrastructures plus efficaces, de réformes visant à améliorer le climat des affaires et d'une structure institutionnelle robuste.

**31. Le suivi et l'évaluation de la politique industrielle nationale, de ses instruments et de son incidence économique sont essentiels.** Actuellement, il existe peu de données et d'informations permettant d'évaluer les mesures de politique industrielle mises en place au Cameroun. L'absence de suivi empêche une analyse détaillée du rapport coûts-avantages des instruments choisis. À l'avenir, il serait important d'évaluer l'impact économique des différentes mesures et leur coût respectif.

## Bibliographie

- Adele, A. R. (2017). Import substitution industrialization and economic growth—Evidence from the group of BRICS countries. *Future Business Journal*, 3(2), 138-158.
- Aghion P, Cai J, Dewatripont M, Du L, Harrison A, Legros P. 2015. Industrial Policy and Competition. *American Economic Journal Macroeconomics* 7(4):1–32
- Cherif, R., & Hasanov, F. (2019). The return of the policy that shall not be named: Principles of industrial policy. Fonds monétaire international.
- Cherif, R., *et al.*, (2022). Industrial policy for growth and diversification: a conceptual framework., Fonds monétaire international.
- FMI, septembre 2023, How To Cover Industrial Policies In IMF Surveillance: Broad considerations.
- Irwin, D. A. (2020). Import Substitution is Making an Unwelcome Comeback. *PIIE Trade and Investment Policy Watch*, July, 8, 2020.
- Irwin, D. A. (2021). The rise and fall of import substitution. *World Development*, 139, 105306.
- Juhász, R., Lane, N., Oehlsen, E., & Pérez, V. C. (2023). The Who, What, When, And How Of Industrial Policy. STEG WP050 series and SRG 78
- Juhász, R., Lane, N. J., & Rodrik, D. (2023). The new economics of industrial policy, No. w31538. National Bureau of Economic Research.
- Ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT), rapport de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement 2020–2030 (SND30), 2022.



# LE CAMEROUN FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : PRINCIPAUX DEFIS ET PRIORITES DE REFORME<sup>1</sup>

## A. Présentation

**1. Les changements climatiques constituent une menace imminente pour la population et l'économie camerounaises.** On s'attend à ce qu'ils entraînent d'importantes pertes de production et exacerbent la pauvreté, les inégalités, l'insécurité alimentaire et les risques de conflit, faisant augmenter les déplacements de population. Les pertes de production résultant de chocs climatiques restreindraient la capacité d'exportation et pourraient amener à accroître les importations, soit pour faire face aux besoins en matière d'alimentation, d'hygiène et de santé pendant la crise, soit pour reconstruire après la crise. Par conséquent, les changements climatiques augmenteront également les besoins de financement de la balance des paiements et nécessiteront un certain espace budgétaire. Les conséquences sociales et économiques perturberaient l'accumulation de capital humain, compromettraient le développement et feraient obstacle à la croissance inclusive.

**2. Le Cameroun doit intensifier ses efforts d'adaptation et d'atténuation.** Le rapport national sur le climat et le développement de la Banque mondiale pour le Cameroun estime que le pays subira une perte de PIB allant de 4 à 10 % dans le scénario le plus pessimiste d'ici 2050 du fait du dérèglement climatique si aucune mesure d'adaptation n'est prise. Le Cameroun est vulnérable au dérèglement climatique et aux catastrophes naturelles, notamment en raison de leurs répercussions sur le capital humain et certains secteurs de l'économie tels que l'agriculture et les infrastructures. En tant que producteur et exportateur d'hydrocarbures, le pays devrait également poursuivre ses efforts d'atténuation et ses réformes pour favoriser la transition énergétique, car la transition mondiale vers une économie à faible intensité de carbone risquerait d'entraîner une certaine forme de contagion, un risque, notamment, pour la stabilité financière du pays.

**3. Les progrès sur les questions climatiques sont lents en raison de la faiblesse du cadre des politiques et institutions publiques dans ce domaine.** Il n'existe toujours pas de cadre juridique et réglementaire complet pour guider les réformes nécessitées par les changements climatiques. Les considérations climatiques doivent encore être effectivement intégrées au cadre de gestion des finances publiques, y compris dans la planification budgétaire et la gestion des investissements publics. Les autorités sont également confrontées à des contraintes de capacité et ne disposent pas d'un mécanisme de coordination efficace ; elles doivent encore rendre opérationnels leurs cadres institutionnels et de gouvernance pour réagir aux défis climatiques.

**4. La mobilisation de financements pour l'action climatique est un défi majeur pour les autorités.** À court terme, la principale source de financements liés au climat restera probablement la communauté des donateurs. À l'avenir, le Cameroun doit développer ses marchés financiers afin

<sup>1</sup> Rédigé par Idossou Adom, Kaihao Cai, Asel Isakova et Balazs Stadler (département Afrique).

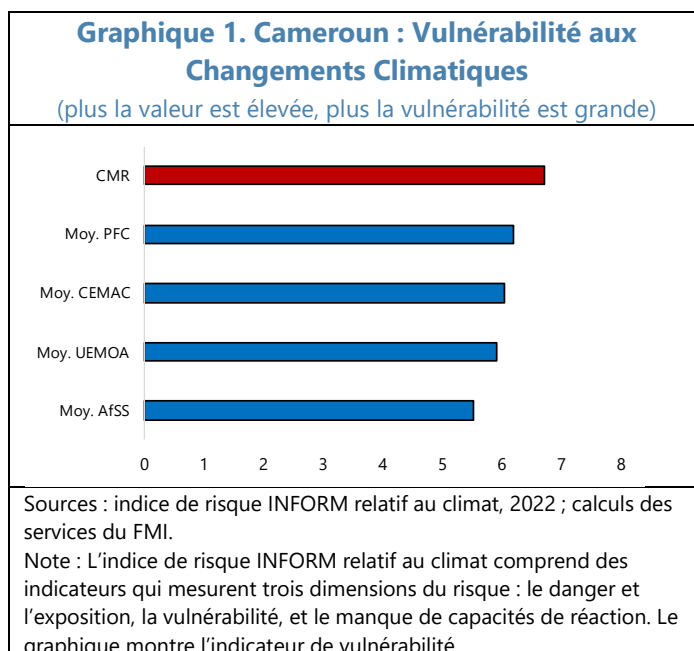
d'exploiter le potentiel de financements privés pour les investissements climatiques et d'inciter le secteur privé à soutenir le plan national pour le climat.

Le reste de cette note est structuré comme suit : une section 2 qui présente le contexte camerounais, et une section 3 qui recense les principaux problèmes liés aux changements climatiques et les domaines de réformes prioritaires.

## B. Contexte

### 5. Le Cameroun se classe au 16<sup>e</sup> rang des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques (graphique 1 du

**texte)**<sup>2</sup>. Le aléas climatiques sont de plus en plus graves au Cameroun. Les températures moyennes augmentent progressivement, le réchauffement étant particulièrement prononcé depuis quelques années (graphique 2 du texte), et cette tendance est appelée à se poursuivre. Si les projections de précipitations sont plus incertaines, les modèles prévoient une augmentation du nombre de jours de fortes précipitations<sup>3</sup>. Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations sont de plus en plus fréquents, le nombre d'événements enregistrés ayant doublé au cours des trois dernières décennies (graphique 3 du texte)<sup>4</sup>. Ces changements ont une incidence non négligeable sur la société et l'économie, causant à la fois des dommages immédiats et des pertes de production à long terme. Le dérèglement climatique devrait entraîner une perte de PIB comprise entre 4 et 10 % d'ici 2050, avec des pertes de production plus importantes dans le scénario le plus pessimiste et si aucune mesure d'adaptation n'est prise, selon le

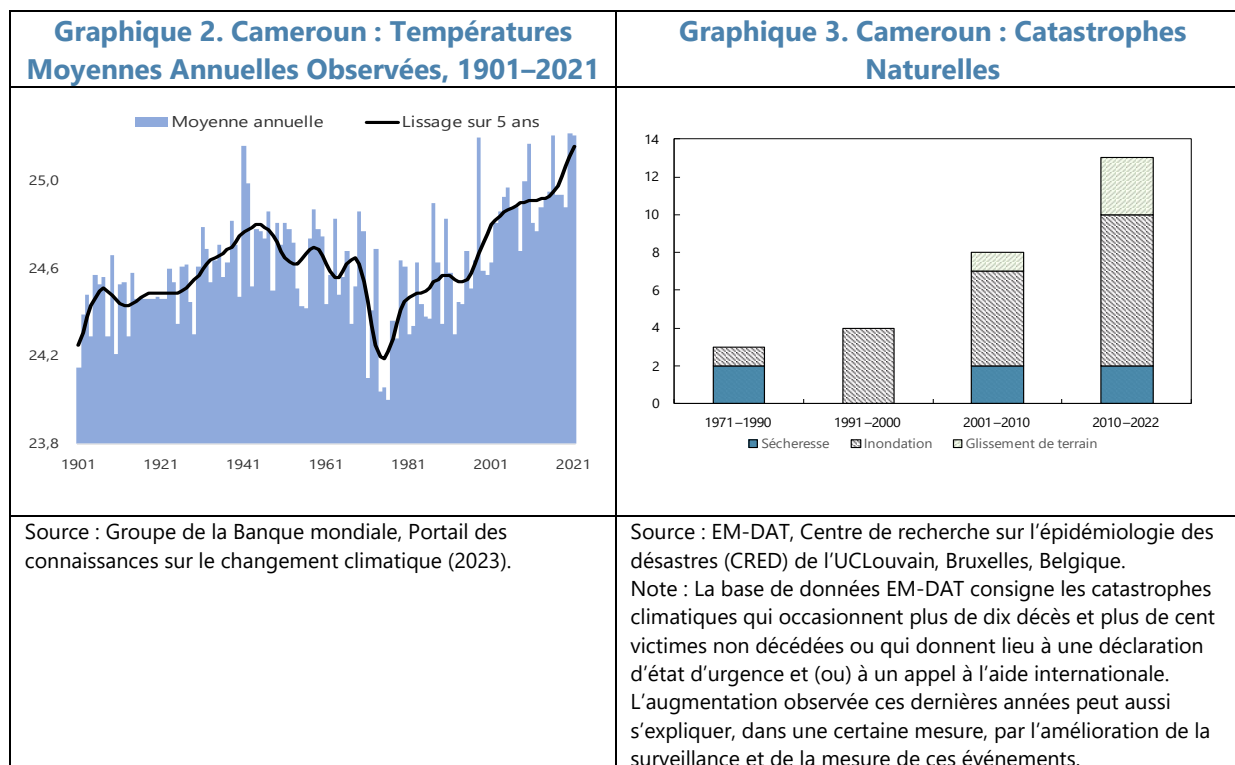


<sup>2</sup> Sur la base des indicateurs climatiques intégrés dans l'indice de risque INFORM pour 2022, qui est lui-même fondé sur l'indice de risque INFORM de l'Union européenne et ajusté par les services du FMI pour se concentrer sur les risques climatiques. L'indice comporte trois dimensions : le danger et l'exposition, la vulnérabilité, la capacité de réaction. L'indice et ses indicateurs vont de 0 à 10, les valeurs les plus élevées indiquant des risques plus importants. La dimension de la vulnérabilité représente les caractéristiques économiques, politiques et sociales de la collectivité qui peuvent être ébranlées en cas de réalisation d'un danger. L'indice de vulnérabilité 2022 du Cameroun est parmi les plus élevés au monde (en 16<sup>e</sup> position) ; le pays est à la 41<sup>e</sup> place dans le classement par l'indice de risque composite INFORM (pour plus de détails sur la méthode, voir Marin Ferrer, M., Vernaccini, L. et Poljansek, K. « INFORM Index for Risk Management: Concept and Methodology, Version 2017 », EUR 28655 EN. Luxembourg (Luxembourg), Office des publications de l'Union européenne, 2017. JRC106949).

<sup>3</sup> Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique (Potsdam-Institut für Klimafolgenforschung), 2022, *Climate Risk Profile: Cameroon*.

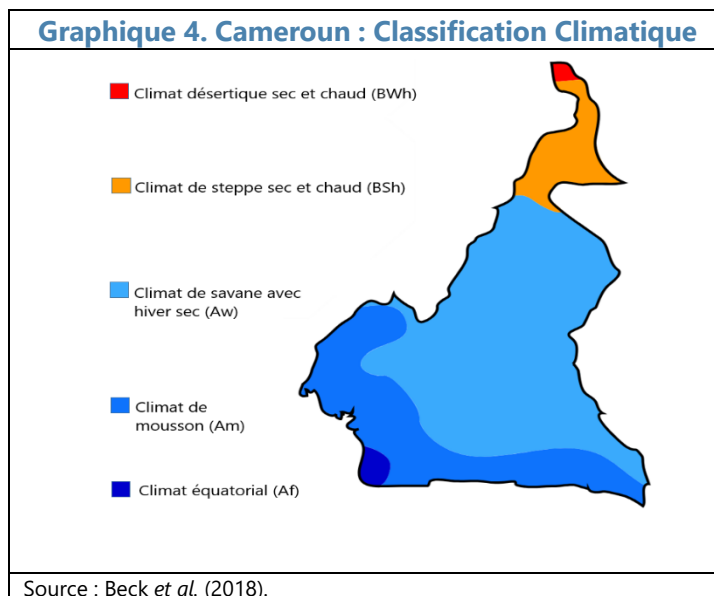
<sup>4</sup> IDMC (Internal Displacement Monitoring Center). Cameroon | IDMC – Internal Displacement Monitoring Centre (internal-displacement.org) ; EM-DAT.

rapport national sur le climat et le développement de la Banque mondiale pour le Cameroun<sup>5</sup>. Il est important de noter que ces estimations n'intègrent pas tous les canaux d'impact décrits ci-dessous.



**6. Sa diversité géographique expose le Cameroun à divers chocs climatiques.** Si certaines

zones sont moins vulnérables aux aléas climatiques, toutes les régions sont confrontées à des défis spécifiques, et ne pas les relever peut avoir des répercussions sur d'autres régions et sur l'économie dans son ensemble. Les régions septentrionales désertiques et semi-arides sont les plus vulnérables au dérèglement climatique et sont exposées aux sécheresses et à la désertification. Pour la région Extrême-Nord, bon an, mal an, ce sont 20 à 50 % de la population qui sont touchés par les sécheresses<sup>6</sup>. Les régions centrales et côtières subissent de fortes précipitations et des inondations, qui font souvent des victimes et



<sup>5</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022. Les résultats sont présentés pour trois profils d'évolution des concentrations de GES (RCP, pour *Representative Concentration Pathways*), RCP 2.6, RCP 4.5, et RCP 8.5, du plus optimiste au plus pessimiste.

<sup>6</sup> UNDRR et CIMA (2019), Profil de risques de catastrophe au Cameroun.

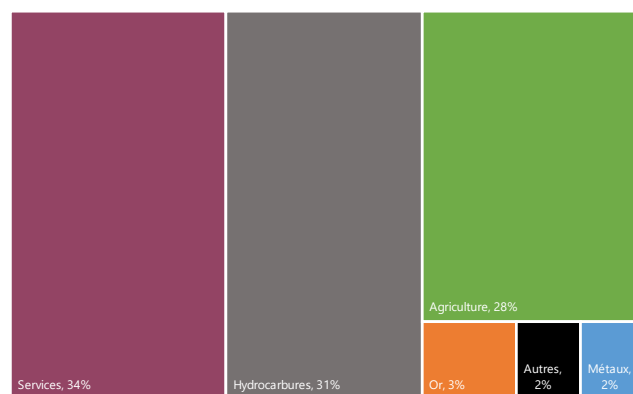
endommagent des infrastructures vitales. Le littoral camerounais est déjà victime de l'élévation du niveau de la mer, qui va continuer d'éroder les côtes. Le sud du pays est le moins touché par les événements climatiques, mais la déforestation et les activités minières compromettent les efforts de préservation du deuxième puits de carbone au monde, le bassin du Congo.

## 7. Le secteur qui devrait le plus souffrir des changements climatiques est l'agriculture, avec une baisse de la production, des exportations et des revenus, et une hausse de

**l'insécurité alimentaire.** Au Cameroun, l'agriculture emploie plus de 70 % de la population<sup>7</sup> et représente près d'un tiers des recettes d'exportation — la part la plus importante après celle du pétrole brut (graphique 5 du texte). Il s'agit d'une agriculture essentiellement pluviale, et les cultures sont donc très sensibles aux variations des précipitations. La hausse des températures et le stress thermique devraient affecter l'agriculture en provoquant directement une baisse des rendements agricoles et une diminution de la productivité de la main-d'œuvre à cause des chocs sanitaires dus à la chaleur<sup>8</sup>. L'agriculture vivrière est très répandue, en particulier dans les zones rurales, et s'appuie souvent sur des méthodes agricoles traditionnelles

et des technologies dépassées, ce qui la rend particulièrement vulnérable aux chocs climatiques. Les principales cultures de subsistance, notamment le manioc, le maïs et le riz, connaissent déjà des baisses de rendement — voire une véritable chute dans le nord du pays — causées par des facteurs climatiques. Par exemple, le rendement du maïs dans l'Extrême-Nord a diminué de plus de 20 % entre 1998 et 2012<sup>9</sup>. Dans l'ensemble, la production agricole devrait perdre entre 6 et un peu moins de 14 % d'ici 2050 en raison des changements climatiques<sup>10</sup>.

**Graphique 5. Cameroun : Structure des Exportations, 2019**



Sources : Hausmann *et al.* (2013) ; calculs des services.

## 8. Les changements climatiques devraient également avoir une incidence sur l'élevage, la pêche et l'aquaculture.

L'élevage contribue pour environ 13 % à la production agricole et emploie 30 % de la population rurale, principalement dans le nord et l'ouest du pays. Les changements climatiques ont une incidence sur la disponibilité de l'eau et de la nourriture pour le bétail, sur les schémas de migration animale, sur la propagation des maladies et, par conséquent, sur la santé et la productivité animales. La pêche et l'aquaculture, favorisées par l'accès à l'océan Atlantique et à de nombreux cours d'eau et lacs, jouent aussi un rôle important dans les moyens de subsistance et l'économie. Le Cameroun est l'un des pays qui dépendent le plus de la chaîne alimentaire marine et,

<sup>7</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022.

<sup>8</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022.

<sup>9</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022.

<sup>10</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022. L'incidence dépend du scénario, les pertes étant les plus faibles dans le scénario le plus optimiste (RCP 2.6) et les plus fortes dans le scénario le plus pessimiste (RCP 8.5), dans l'hypothèse du statu quo (absence de réforme).

## CAMEROUN

selon le GIEC, l'un de ceux qui subiraient les plus fortes baisses de leur potentiel de capture du fait du réchauffement climatique<sup>11</sup>. Les changements climatiques menacent en outre les moyens de subsistance en réduisant les revenus et l'accès à la nourriture dans un environnement où l'insécurité alimentaire est déjà très forte : environ 2,4 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire grave en juin 2023<sup>10</sup>.

**9. Les changements climatiques devraient réduire la disponibilité de l'eau, en particulier dans le nord du pays.** Bénéficiant de précipitations élevées pendant la majeure partie de l'année et dans la plupart de ses régions, le Cameroun dispose d'abondantes ressources en eau de surface. Mais la disponibilité de l'eau est fortement saisonnière et varie d'une région à l'autre — jusqu'à la pénurie dans la région du lac Tchad. Autre facteur influant sur la demande en eau et, donc, sa disponibilité : l'intensification de l'utilisation des ressources hydriques dans l'agriculture et l'industrie.

**10. En amenuisant les ressources, le dérèglement climatique aggraverait probablement les risques de conflit et de fragilité.** Le Cameroun, pays fragile touché par des conflits, connaît depuis des années des troubles dans trois de ses régions : l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Dans l'Extrême-Nord, riveraine du lac Tchad, la concurrence pour l'eau et la terre était déjà à l'origine de conflits avant que n'éclate l'insurrection en 2009<sup>11</sup>. La concurrence pour les ressources va probablement s'intensifier, avec une raréfaction de l'approvisionnement en eau et une augmentation de l'insécurité alimentaire. En mars 2023, le Cameroun comptait plus d'un million de personnes déplacées en raison des combats ou des aléas climatiques, et près d'un demi-million de réfugiés et de demandeurs d'asile, y compris en provenance des pays voisins<sup>12</sup>. Ces dernières années dans l'Extrême-Nord, pour plus de 60 % des déplacements, la cause est d'origine climatique, à savoir, les inondations. Dans cette même région, les récentes violences intercommunautaires dans la localité de Logone Birni reflètent les tensions croissantes entre les communautés de pêcheurs, d'agriculteurs et d'éleveurs, ainsi que l'évolution générale de la situation dans la région. Les chocs climatiques pèsent encore plus sur les États fragiles, agissant comme un « multiplicateur de menaces », où les conséquences du dérèglement climatique, y compris la pénurie de ressources, l'insécurité alimentaire et les déplacements humains, aggraveront probablement les conflits et la violence.

**11. Les catastrophes naturelles endommagent les infrastructures et ont donc des effets sur les populations et sur l'économie.** L'infrastructure routière du Cameroun est particulièrement vulnérable aux chocs climatiques. Plus de 94 % des routes camerounaises ne sont pas asphaltées et

---

<sup>11</sup> Trisos *et al.* (2022).

<sup>10</sup> PAM, Cameroon Country Brief, juin 2023.

<sup>11</sup> Le lac Tchad a perdu 90 % de sa superficie au cours des 60 dernières années sous l'effet combiné de l'utilisation de l'eau, des sécheresses et du dérèglement du climat, ce qui a eu pour conséquences une destruction des moyens de subsistance et une perte de biodiversité, mais aussi de nouveaux conflits liés aux ressources, en particulier du fait de la pénurie d'eau (Osano, 2022).

<sup>12</sup> Tableau de bord humanitaire (janvier à mars 2023) pour le Cameroun, publié par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (OCHA).

seulement 11 % des réseaux routiers national et régional sont considérés comme en bon état<sup>13</sup>. Des inondations et des glissements de terrain plus fréquents risquent d'endommager et de bloquer des routes — en moyenne 274 km (environ 0,2 %) du réseau routier sont concernés chaque année<sup>14</sup>. Selon le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), les pertes économiques annuelles moyennes dues aux inondations s'élèveraient à quelque 130 millions de dollars (soit environ 0,3 % du PIB)<sup>15</sup>. Même si les dommages directs causés aux routes seront probablement faibles (environ 0,06 % du PIB selon une évaluation multirisques citée par le GIEC)<sup>16</sup>, les coûts indirects seront probablement considérables, car les perturbations fréquentes des échanges commerciaux et de la circulation des personnes et des marchandises auront des conséquences sur la sécurité alimentaire et la productivité économique. Il peut également y avoir des répercussions sur les pays voisins qui dépendent des infrastructures portuaires camerounaises (ports de Douala et de Kribi, notamment), comme le Tchad et la République centrafricaine.

**12. Le dérèglement climatique menace l'accumulation de capital humain et la productivité du travail.** Selon le PNUD, l'indice de développement humain plaçait le Cameroun au 151<sup>e</sup> rang sur 191 pays en 2022<sup>17</sup>, le développement du capital humain étant à la traîne dans de nombreux domaines. Les enfants camerounais sont à la dixième place mondiale des enfants les plus exposés aux risques climatiques et les plus vulnérables<sup>18</sup>. Le climat a des incidences directes sur la santé et l'éducation par le biais des maladies dues à la chaleur et des dommages causés aux infrastructures éducatives<sup>19</sup>. Par exemple, les inondations de septembre 2022 ont endommagé ou détruit 88 écoles et plus de 9 000 habitations<sup>20</sup>. Les chocs climatiques, en engendrant des pertes de revenu qui limitent les moyens que les gens peuvent consacrer à la santé et à l'éducation, peuvent aussi avoir une incidence indirecte sur le capital humain. Une étude citée par le GIEC a montré qu'une baisse de 43 % du rendement du plantain était due à l'augmentation de la température et qu'elle était associée à une baisse de 6 mois de la fréquentation scolaire en moyenne, en raison de la diminution de l'investissement parental dans l'éducation<sup>21</sup>. En outre, le dérèglement du climat contribuera probablement à la propagation de maladies d'origine hydrique et alimentaire, même si l'impact exact est inconnu<sup>22</sup>. Les estimations de la Banque mondiale montrent qu'environ 60 % de la perte de

<sup>13</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022.

<sup>14</sup> UNDRR et CIMA (2019), Profil de risques de catastrophe au Cameroun ; ministère des Travaux publics du Cameroun (2020).

<sup>15</sup> UNDRR et CIMA (2019), Profil de risques de catastrophe au Cameroun.

<sup>16</sup> Koks *et al.* (2019).

<sup>17</sup> PNUD, Human Development insights.

<sup>18</sup> UNICEF (2021), La crise climatique est une crise des droits de l'enfant.

<sup>19</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022.

<sup>20</sup> Davies (septembre 2022).

<sup>21</sup> Fuller *et al.* (2018).

<sup>22</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022.

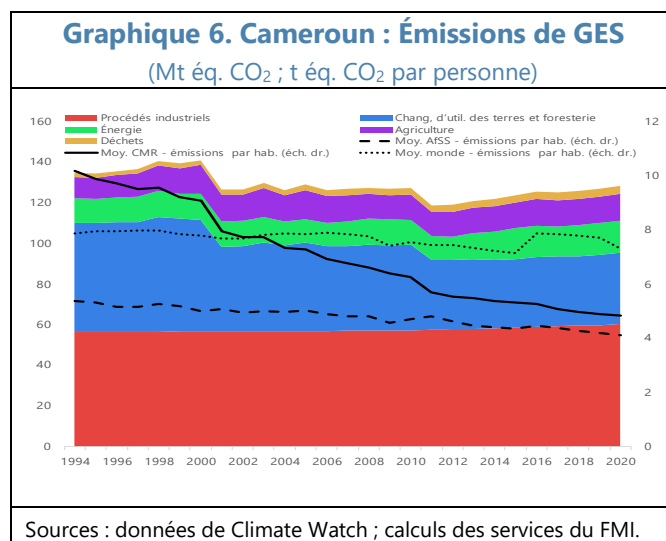
## CAMEROUN

PIB d'ici 2050 sous l'effet des changements climatiques seraient imputables aux pertes directes de productivité du travail<sup>23</sup>.

**13. Le dérèglement climatique exacerbe les inégalités et la pauvreté existantes.** Le dérèglement climatique affecte davantage les pauvres. Plus de 55 % des Camerounais vivent dans la pauvreté, ce qui influe sur plusieurs aspects de leur vie, notamment la santé, l'éducation, les conditions de vie et le travail. Près de 38 % sont gravement appauvris, l'incidence de la pauvreté étant particulièrement élevée dans les zones rurales de l'Extrême-Nord et de l'Est, où le sous-développement structurel et les chocs climatiques fréquents — notamment les inondations et les sécheresses prolongées —, portent gravement préjudice aux moyens de subsistance<sup>24</sup>. Dans les villes, une très forte croissance de la population<sup>25</sup>, un urbanisme mal conçu et un équipement oubliés des problématiques liées au climat augmenteront également les inégalités au sein de la population, les zones d'habitat informel à la périphérie étant particulièrement vulnérables<sup>26</sup>.

**14. La croissance démographique augmentera encore la vulnérabilité du Cameroun face aux changements climatiques.** La poussée démographique accroît la pression sur les ressources naturelles, exacerbe l'insécurité alimentaire et entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES). Les chocs climatiques ont tendance à pénaliser davantage les femmes, ce qui s'explique d'abord par les inégalités entre les sexes, en l'espèce l'accès limité des femmes aux ressources, à l'éducation et aux possibilités économiques, qui complique leur adaptation aux changements climatiques et à leurs conséquences. Mais, au Cameroun, la croissance démographique résulte également d'un taux de fécondité élevé dû au manque d'accès à la planification familiale et à la non-maîtrise des choix de procréation.

**15. Les émissions de GES du Cameroun ne représentent que 0,25 % du total des émissions mondiales, mais sont supérieures à la moyenne par habitant pour l'Afrique subsaharienne (l'AfSS).** Les principaux secteurs contributeurs sont les processus industriels (47 %) et le changement d'affectation des terres et la foresterie (27 %), suivis par l'énergie (12 %), l'agriculture (10 %) et les déchets (3 %). Les émissions par habitant ont diminué d'environ 47,5 % entre 1998 et 2018, mais elles restent supérieures à la moyenne de l'AfSS (graphique 6 du texte). En outre, les émissions par unité de PIB du Cameroun étaient plus élevées que



<sup>23</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022. Les estimations concernent la contribution des dégâts à la perte de PIB dans le profil RCP 4.5.

<sup>24</sup> Programme alimentaire mondial : Cameroun.

<sup>25</sup> Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale).

<sup>26</sup> Aziz and Kakdeu (2021), The Proliferation of Informal Housing In Major Cities In Cameroon: Evidence, Drivers and the Way Forward.



les moyennes de l'AfSS et du monde<sup>27</sup>. En tant que grand producteur d'hydrocarbures, le Cameroun devrait renforcer ses politiques d'atténuation, ce qui devrait appuyer ses engagements au titre de la CDN et produire des avantages sociaux et économiques. Le renforcement des mesures d'atténuation réduira également le risque de verrouillage du carbone, qui verrait la dépendance continue du développement aux combustibles fossiles augmenter considérablement le coût du passage à des sources d'énergie plus propres.

## C. Principaux défis climatiques et priorités en matière de réformes

### **Renforcer les institutions**

**16. Pour le Cameroun, le dérèglement du climat est désormais l'un des principaux enjeux de la stratégie de développement.** La stratégie nationale de développement (SND30) fait de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets des objectifs clés pour parvenir à une croissance durable et inclusive. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie, les autorités prévoient de : i) renforcer les actions relatives à la gestion durable des ressources naturelles et ii) prendre des mesures adéquates pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets. En outre, pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique, y compris les inondations et les glissements de terrain dans certaines zones urbaines ou rurales, les pouvoirs publics sont déterminés à : i) veiller à ce que les préoccupations liées au dérèglement climatique soient prises en considération dans la formulation comme dans la mise en œuvre des stratégies et politiques sectorielles ; ii) renforcer les capacités des institutions responsables de la surveillance du climat ; iii) rendre opérationnel le système de surveillance, de prévention et de réaction aux effets du dérèglement climatique ; iv) élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de gestion des déchets tout en promouvant la responsabilité sociale des entreprises. Le programme stratégique Vision 2035 reconnaît par ailleurs l'ampleur des changements climatiques et l'importance de leurs répercussions économiques et sociales.

**17. Le Cameroun a pris des mesures importantes pour mettre en place son cadre institutionnel régissant les politiques en matière de climat.** Les principaux documents d'orientation sur la question des changements climatiques sont le Plan national d'adaptation au dérèglement climatique (PNACC) 2015–19, qui est assorti d'un plan de mise en œuvre chiffré, et la Contribution déterminée au niveau national (CDN), mise à jour en 2021. Le Cameroun a signé les principales conventions internationales sur les changements climatiques et a élaboré des stratégies dans certains secteurs, notamment l'agriculture et l'eau. Plusieurs autorités régionales et locales ont adopté des plans d'action locaux (PACC) en matière de changements climatiques. Le rôle central dans le mécanisme institutionnel de la CDN du Cameroun a été confié au ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (MINEPDED) et à son agence, l'Observatoire national du changement climatique (ONACC).

**18. Cependant, d'importants problèmes subsistent dans la mise en œuvre des politiques climatiques.** Tout d'abord, l'État comme les collectivités locales sont confrontés à des contraintes de ressources et de capacités techniques dans la mise en œuvre des plans adoptés. Deuxièmement,

<sup>27</sup> Banque mondiale : Cameroun – Rapport national sur le climat et le développement, 2022, p. 20.



## CAMEROUN

il n'existe toujours pas de cadre réglementaire global qui exigerait d'intégrer le dérèglement climatique dans les politiques, les instruments de planification et les processus de l'État. Enfin, il n'existe pas de mécanisme de coordination efficace entre les différentes branches et les différents niveaux de l'administration publique. Cela entraîne une duplication des fonctions et des mandats avec ceux d'autres organismes, ce qui appelle à une définition claire des rôles et des responsabilités

des différents ministères et à la conception de processus de coordination appropriés.

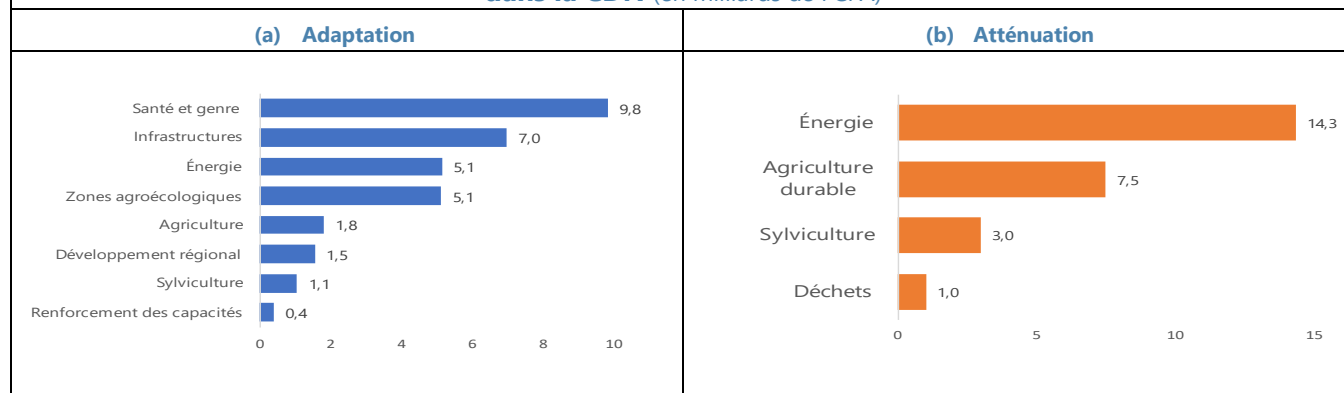
### 19. Le diagnostic de la revue PEFA réalisée en 2023 conclut que les considérations relatives au dérèglement climatique sont mal intégrées au cadre de GFP du Cameroun.

Les risques climatiques ne sont pas pris en considération dans les outils de planification budgétaire tels que les prévisions macroéconomiques et le cadre de dépenses budgétaires à moyen terme. La nomenclature budgétaire ne contient aucune définition formelle des dépenses liées au climat, ce qui empêche un suivi et une évaluation efficaces. L'évaluation et l'audit du budget n'envisagent pas les incidences sur les risques climatiques. L'évaluation des immobilisations ne tient pas compte de leur exposition et de leur vulnérabilité au dérèglement climatique.

### 20. La gestion des investissements publics ne dispose pas du cadre nécessaire pour intégrer les considérations climatiques dans le cycle des projets.

Le Cameroun a plusieurs projets en vue pour renforcer ses actions d'adaptation, notamment en améliorant la résilience dans le système national de santé, les infrastructures et l'agriculture. Les principaux objectifs et projets sont décrits dans la CDN. Les domaines prioritaires comprennent la promotion d'une agriculture climato-intelligente, la construction d'infrastructures d'énergie et de transport résilientes, la diversification de l'approvisionnement énergétique, la réduction des risques de catastrophe et l'amélioration de la résilience de la population. La CDN estime les besoins de financement pour soutenir les projets d'adaptation à plus de 32 milliards de dollars jusqu'en 2030 (graphique 7 du texte). Toutefois, l'absence d'un cadre pour intégrer les considérations climatiques dans le cycle des investissements publics rend délicate la mise en œuvre de ces projets. Les projets qui traitent directement les risques climatiques ne sont pas prioritaires au moment de sélectionner les investissements, et les considérations climatiques n'entrent pas en ligne de compte dans la passation des marchés.

**Graphique 7. Cameroun : Besoins de Financement pour l'Adaptation et l'Atténuation Identifiés dans la CDN (en milliards de FCFA)**



Source : CDN du Cameroun, 2021.

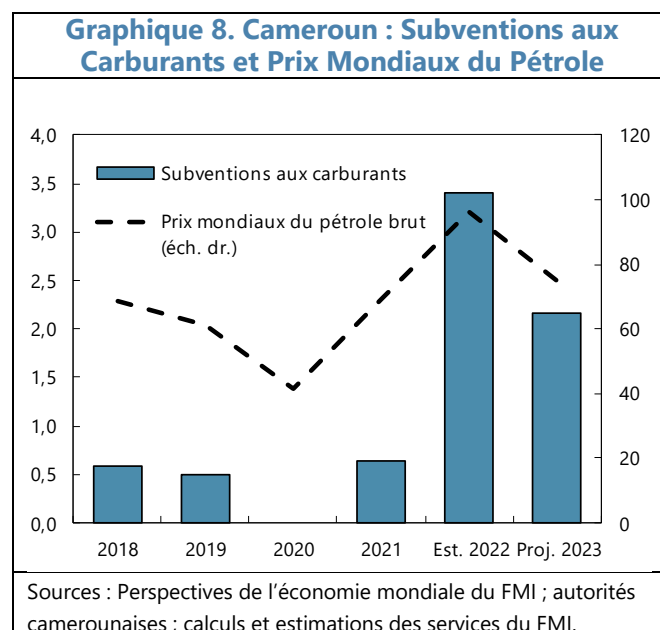
## Bâtir une agriculture et des infrastructures résilientes

**21. Le Cameroun met l'accent sur le renforcement des actions d'adaptation dans l'agriculture et les infrastructures.** Les domaines prioritaires décrits dans la CDN comprennent la promotion d'une agriculture climato-intelligente, la construction d'infrastructures d'énergie et de transport résilientes, la diversification de l'approvisionnement énergétique, la réduction des risques de catastrophe et l'amélioration de la sensibilisation et de la préparation de la population. Plusieurs obstacles entravent le travail d'adaptation, tels que l'accès limité aux intrants et aux technologies modernes, l'inadéquation des infrastructures et les limitations financières.

**22. L'édification d'infrastructures résilientes est cruciale pour la santé économique à long terme du Cameroun, en particulier dans le secteur agricole.** Les liens importants qui existent entre les infrastructures et l'agriculture deviennent cruciaux dans le contexte du dérèglement climatique. Ces liens recouvrent les infrastructures physiques, numériques et sociales qui soutiennent l'agriculture, notamment les transports, l'irrigation et la gestion de l'eau, l'énergie, le stockage et la transformation. L'infrastructure en général est importante pour le développement de systèmes agricoles durables et productifs. Cependant, des phénomènes météorologiques extrêmes — tels que pluies et inondations — fréquents endommagent les infrastructures, perturbant le transport et le stockage des produits alimentaires. La construction d'infrastructures résilientes peut favoriser l'agriculture durable et protéger l'environnement.

## Faire progresser les actions d'atténuation

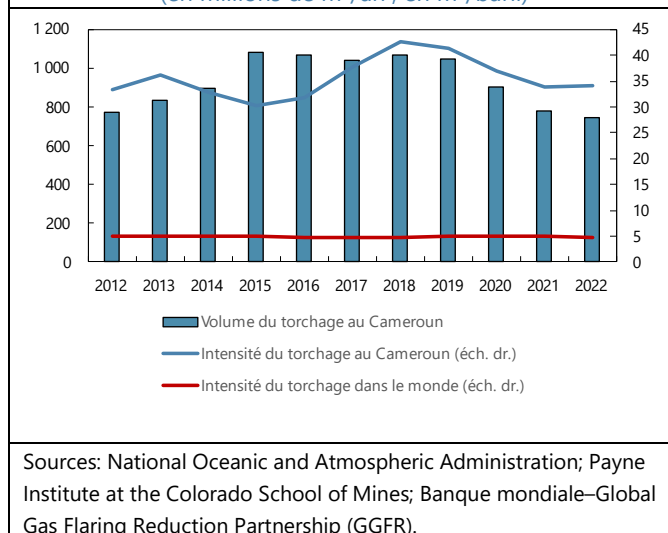
**23. Dans le cadre de la CDN, le Cameroun s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 35 % d'ici 2035 par rapport à 2010, y compris un objectif inconditionnel de 12 %.** La CDN a défini des secteurs et des activités spécifiques ciblant la réduction des émissions : l'énergie (y compris les transports), la foresterie, l'agriculture et la gestion des déchets (graphique 7 du texte). Le Cameroun s'est engagé à promouvoir les sources d'énergie renouvelables telles que l'hydroélectricité, l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Le pays entend également améliorer l'efficacité énergétique afin de réduire les émissions du secteur de l'énergie. Le Cameroun a par ailleurs reconnu l'importance des pratiques d'agriculture climato-intelligente pour réduire les émissions, mais aussi pour renforcer la sécurité alimentaire, grâce à une meilleure gestion des terres, à l'agroforesterie et à des techniques agricoles durables. Cet objectif de réduction est subordonné à l'obtention d'un soutien international sous forme de financements, de transfert de technologie et de renforcement des capacités.



**24. La suppression progressive des subventions aux carburants devrait faire partie d'une stratégie d'atténuation efficace.** Le gouvernement camerounais subventionne la consommation intérieure de carburants en fixant les prix locaux à la pompe. La flambée des prix du pétrole en 2021-22 a entraîné une augmentation considérable du coût budgétaire des subventions aux carburants, estimé à plus de 1 000 milliards de FCFA en 2022. Bien que cette mesure ait pour effet d'évincer d'autres dépenses prioritaires, le coût réel des subventions aux carburants est plus élevé, compte tenu des coûts environnementaux qu'elles engendrent. En outre, les subventions aux carburants sont insuffisamment ciblées sur les pauvres et tendent à profiter principalement aux ménages à revenus élevés. Leur suppression progressive devrait s'accompagner de mesures de protection sociale, qui contribueraient également à renforcer la résilience aux risques climatiques. Les autorités travaillent actuellement avec la Banque mondiale au renforcement des dispositifs de protection sociale.

**25. La déforestation rapide entrave la capacité du Cameroun à atteindre ses objectifs d'atténuation.** Le Cameroun possède de vastes pans de la deuxième forêt pluviale du monde : le bassin du Congo. Cette forêt couvre environ 40 % de son territoire, mais est malheureusement sujette à des problèmes considérables de déforestation liés à l'exploitation forestière et agricole, à une gestion inefficace des forêts, au dérèglement climatique et à l'augmentation de la population. Malgré ses efforts de préservation, le Cameroun ne peut empêcher que la déforestation, avec un taux annuel d'environ 0,6 %, ne dépasse encore la reforestation, dont le taux n'est que de 0,1 %<sup>28</sup>. Étant donné le rôle de la forêt tropicale dans l'atténuation des changements climatiques, sa protection ainsi que les politiques de reboisement peuvent être déterminantes dans la résolution des problèmes climatiques. La CDN du Cameroun prévoit également la conservation et la gestion durable des forêts. Le renforcement de la gouvernance forestière et de l'application de la législation contre l'abattage illégal soutiendrait les politiques de réduction de la déforestation. Promouvoir l'écotourisme serait aussi un moyen de valoriser la forêt tropicale, et une composante logique de la stratégie de conservation.

**Graphique 9. Cameroun : Volume de Gaz Torché et Intensité de Torchage**  
(en millions de m<sup>3</sup>/an ; en m<sup>3</sup>/baril)



**26. Le torchage du gaz a de lourdes conséquences environnementales et économiques.** Les hydrocarbures représentent plus d'un tiers des exportations du Cameroun et leur exploitation s'accompagne d'un brûlage de gaz qui contribue aux émissions de gaz à effet de serre. Le pays figure parmi les 30 premiers pour le volume de gaz torché et son « intensité de torchage » (la

<sup>28</sup> CDN 2021 ; FAO 2020.

quantité de gaz torché par baril de pétrole produit) est l'une des plus élevées au monde.<sup>29</sup> Outre les émissions de GES, le brûlage à la torche gaspille une ressource importante qui pourrait être utilisée pour produire de l'électricité ou à d'autres fins. Face au problème du gaz torché, plusieurs solutions sont possibles, dont sa capture et son utilisation afin de le valoriser, ou encore l'imposition de pénalités aux entreprises afin qu'elles réduisent ces émissions.

### **Recherche de sources de financement**

**27. Les besoins estimés pour le financement de la lutte contre le dérèglement climatique sont importants.** Par exemple, selon les estimations de Climate Policy Initiative, les besoins globaux de financement pour l'action climatique au Cameroun s'élèvent à environ 60 milliards d'USD<sup>30</sup>. Répondre à ces besoins permettrait également de combler des lacunes existantes en matière de développement et d'infrastructures. Ces estimations laissent penser que des financements considérables sont nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques du Cameroun.

**28. À court terme, les principaux flux financiers liés au climat devront probablement provenir de sources de financement officielles<sup>31</sup>.** Entre 2017 et 2021, le Cameroun a reçu environ 2,7 milliards de dollars de financement du développement lié au climat, principalement de la part de banques multilatérales de développement visant des objectifs d'atténuation dans le secteur de l'énergie. Environ 80 % des fonds ont été versés aux établissements publics. Il serait probablement bon d'introduire des mesures « vertes » dans la gestion des finances publiques — par exemple le marquage des dépenses climatiques, qui consiste à marquer les postes budgétaires qui contribuent aux objectifs d'adaptation et d'atténuation du pays. En outre, dans un pays à l'espace budgétaire relativement limité, le marquage des dépenses climatiques devra peut-être aller au-delà des seules dépenses publiques qui sont positives pour le climat, pour identifier aussi celles qui, à l'inverse, correspondent à une forte intensité de carbone et à des vulnérabilités climatiques, afin de permettre la définition de réformes — par exemple, celle des subventions aux carburants. Ces politiques, si elles sont bien ordonnées et intégrées dans le cadre existant de la gestion des finances publiques, pourraient améliorer la gestion des finances publiques et contribuer à la réalisation des objectifs climatiques. De telles mesures constituent également un signal fort pour les donateurs et réduisent l'incertitude.

**29. La réalisation des objectifs climatiques ne sera pas possible sans la participation du secteur privé.** À l'avenir, la mobilisation du financement du secteur privé sera essentielle pour relever les défis liés au climat. Le groupe Climate Policy Initiative estime qu'en 2019-20, le financement privé ne représentera qu'environ 2,6 % du financement total mobilisé pour le climat<sup>32</sup>. Par conséquent, la participation du secteur privé est une condition importante pour la mise en œuvre des politiques climatiques au Cameroun. En outre, les partenariats avec les entreprises et les groupements industriels peuvent promouvoir les pratiques durables, l'innovation technologique et

<sup>29</sup> Banque mondiale (2023), *Global Gas Flaring Tracker Report* (Rapport de suivi sur le torchage de gaz dans le monde).

<sup>30</sup> BAfD (2023).

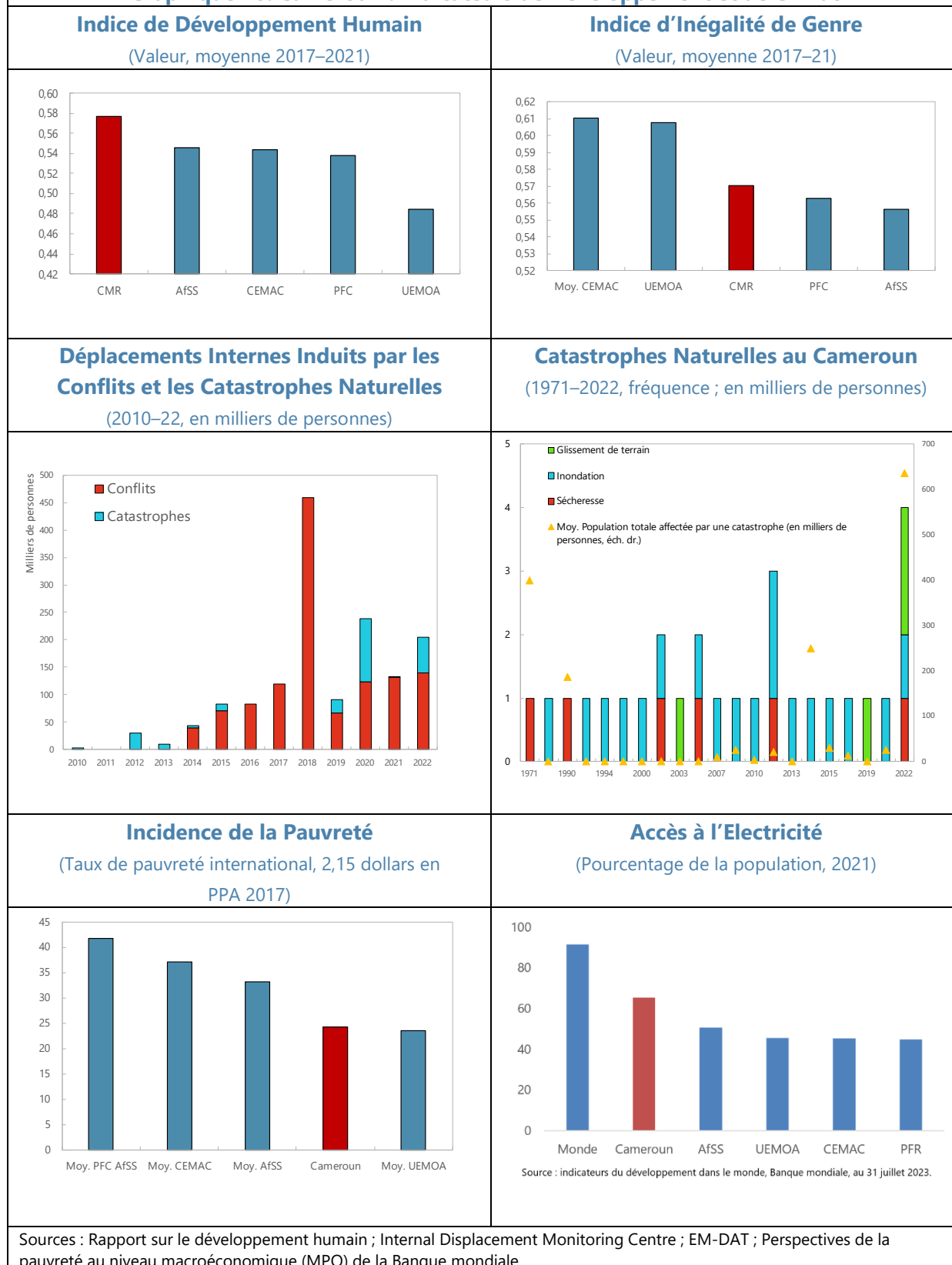
<sup>31</sup> Données du CAD de l'OCDE.

<sup>32</sup> BAfD (2023).

l'investissement dans des solutions à faibles émissions de carbone. Un secteur privé dynamique et compétitif est nécessaire pour parvenir à une croissance économique à long terme et soutenir la politique climatique du pays. Pourtant, l'implication du secteur privé dans les considérations climatiques est jusqu'à présent limitée.

**30. Entre autres obstacles, le secteur privé est freiné par les faiblesses du cadre national des partenariats public-privé (PPP).** Bien que le cadre juridique des PPP soit en place depuis plus d'une décennie, la gestion des partenariats varie d'un secteur à l'autre, certains ministères et agences les gérant de manière autonome sans l'intervention des structures nationales de PPP. Les problèmes de gouvernance sectorielle, comme dans le secteur de l'énergie et des ports, peuvent envoyer des signaux négatifs aux investisseurs potentiels. Par conséquent, une revue complète du cadre des PPP et de sa mise en œuvre, y compris le financement du Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat — l'unité PPP —, viendrait appuyer la mise au point de projets d'infrastructures climato-intelligents. Il sera essentiel d'assurer une mise en œuvre uniforme et efficace basée sur la capacité et le pouvoir fédérateur de la structure nationale de PPP, des ministères de tutelle et des agences, ainsi que de développer un portefeuille de PPP basé sur des évaluations sectorielles, de manière à créer une feuille de route pour la mobilisation de financements privés.

**31. Le Cameroun doit développer ses marchés financiers afin d'exploiter le potentiel de financement privé pour les investissements climatiques.** L'obtention de financements privés pour le climat passe par plusieurs étapes, notamment des politiques climatiques ambitieuses et rigoureuses, la diffusion de données utiles et le développement des capacités. Les tests de résistance normalisés pourraient être étendus pour inclure les risques climatiques dans le secteur financier. Une approche possible pour lever des fonds verts est d'élaborer une taxonomie pour les obligations thématiques, telles que les obligations vertes ou de durabilité — un produit financier conçu pour lever des fonds au profit de projets de développement durable à forte composante « atténuation-adaptation ». Ces obligations permettraient d'envoyer un signal clair au marché en ce qui concerne les avantages pour le climat. La mise en œuvre de ces stratégies financières nécessiterait de faire progresser le développement des marchés de capitaux au Cameroun.

**Graphique 10. Cameroun : Indicateurs de Développement et de Climat**

## Bibliographie

BAfD (2023), Rapport Pays 2023 – Cameroun – Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte. Groupe de la Banque africaine de développement.

<https://www.afdb.org/>.

Aziz and Kakdeu. (2021). The Proliferation of Informal Housing in Major Cities in Cameroon.

Beck, H., Zimmermann, N., McVicar, T. et al., Present and future Köppen-Geiger climate classification maps at 1-km resolution. *Scientific Data* 5, 180214 (2018). <https://doi.org/10.1038/sdata.2018.214>

Cameroun (2021), Contribution déterminée au niveau national (CDN).

Centre de Recherche sur l'Épidémiologie des Désastres (CRED) (2023), EM-DAT: The Emergency Events Database <https://www.emdat.be/>.

Climate Watch (2022), Washington: World Resources Institute. <https://www.climatewatchdata.org/>

Davies, R. (2022, September). Cameroon – Floods Affect Almost 40,000 in Far North Region.

*FloodList*. <https://floodlist.com/africa/cameroon-floods-far-north-september-2022>

Fuller, Paul R., et al. (2018). Climate warming causes declines in crop yields and lowers school attendance rates in Central Africa. *Science of The Total Environment*, 610–611, 503-510.

<https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2017.08.041>

Hausmann, R., Hidalgo, C., Bustos, S., Coscia, M., Chung, S., Jimenez, J., Simoes, A., Yildirim, M. (2013). *The Atlas of Economic Complexity*.

IDMC (2022), Global Internal Displacement Database (GIDD). <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>.

INFORM (2021), indice de risque INFORM pour 2022. <https://drmhc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>.

Koks, E.E., Rozenberg, J., Zorn, C., et al. (2019). A global multi-hazard risk analysis of road and railway infrastructure assets. *Nat Commun*, 10, 2677. <https://doi.org/10.1038/s41467-019-10442-3>

Ministère des Travaux publics (2020), PRÉSENTATION DU RÉSEAU ROUTIER CAMEROUNAIS AU 30 JUILLET 2020. <https://www.mintp.cm/fr/projets-realizations/presentation-du-reseau-routier>

NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) ; Payne Institute at the Colorado School of Mines ; Banque mondiale–Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés (GGFR).OCDE (2023), base de données des statistiques du Comité d'aide au développement (CAD).

<https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/>

Osano, P. (2022). Climate change amplifies the risks for violent conflicts in Africa.

UNICEF (2021), The Climate Crisis Is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index.

Banque mondiale (2023), 2023 Global Gas Flaring Tracker Report, Groupe de la Banque mondiale.

Banque mondiale (2023), Les indicateurs du développement dans le monde, Groupe de la Banque mondiale. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.

Tomalka, J., Lange, S., Gleixner, S., Gornott, C. (2022): *Climate Risk Profile: Cameroon*, (Climate Risk Profiles for Sub-Saharan Africa), Potsdam. A joint publication by the Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK), the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH and the KfW Development Bank, 12 p.

Trisos, C. H., Adelekan, I. O., et al. (2022). Africa. In H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, M. Tignor, E. S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, & B. Rama (Eds.), *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 1285-1455). Cambridge University Press. doi:10.1017/9781009325844.011

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2022), *Rapport 2021-22 sur le développement humain – Temps incertains, vies bouleversées – Façonner notre avenir dans un monde en mutation*. New York.

UNDRR (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe) et CIMA (Centro Internazionale in Monitoraggio Ambientale) (2019). *Disaster Risk Profile: Cameroon*.

OCHA (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires) (2022). Humanitarian Dashboard (January to March 2023). <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-humanitarian-dashboard-january-march-2023#:~:text=As%20of%2031%20March%202023,CAR%20and%20128%2C000%20from%20Nigeria>.

Groupe de la Banque mondiale, Portail des connaissances sur le changement climatique (2023). URL : <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/>. Consulté le 27 novembre 2023.

Banque mondiale (2022), *Cameroon – Rapport national sur le climat et le développement*, CCDR Series.

Programme alimentaire mondial (2023), *WFP Cameroon Country Brief*.

Banque mondiale, Perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique (MPO).



## Annexe I. Coopération avec les Partenaires au Développement

**1. Le Cameroun collabore avec les partenaires au développement pour relever les défis climatiques.** Bien que les flux de financement du développement liés au climat aient augmenté ces dernières années, ils sont inférieurs aux besoins estimés et relativement irréguliers, ce qui rend la planification difficile. Environ deux tiers des flux sont allés à des projets d'atténuation (graphique 1), la grande majorité d'entre eux concernant le secteur de l'énergie (graphique 3). L'agriculture, la foresterie et la pêche sont les secteurs les plus ciblés par les flux d'adaptation (graphique 4), avec une part d'environ 40 %. Les flux consacrés à l'adaptation ont également visé des objectifs multisectoriels tels que l'aménagement urbain, le développement rural et la gestion des risques de catastrophe, les transports, l'approvisionnement en eau et la réduction des risques de catastrophe. Pour ce qui est des fournisseurs, les partenaires multilatéraux ont été les plus actifs, puisqu'ils représentent les trois quarts des flux récents (graphique 2).

**2. La Banque mondiale est le principal bailleur multilatéral de fonds pour le développement liés au climat.** Le dernier Financement à l'appui des politiques de développement (DPF) de la Banque mondiale cible plusieurs domaines climatiques critiques au Cameroun, par le biais de son pilier « développement durable ». La Banque entend améliorer la résilience climatique des infrastructures routières en ciblant les routes et leur entretien par l'opérationnalisation de la loi concernée et sa mise en œuvre au moyen d'un décret. Autre domaine visé, compte tenu de son importance pour l'agriculture : la gestion de l'eau, et la répartition efficace de celle-ci entre les différentes utilisations. Enfin, dernier volet du programme de la Banque mondiale lié au climat, l'extension des dispositifs de protection sociale doit viser à créer un filet de sécurité sociale adaptatif capable d'offrir une réponse véritable aux catastrophes.

**3. Les institutions de l'ONU sont présentes au Cameroun, et nombre de leurs interventions sont axées sur la réduction et la gestion des risques de catastrophes.** Le Programme alimentaire mondial (PAM) appuie la résilience face aux catastrophes en améliorant la collecte de données pour renforcer les systèmes d'alerte précoce et en établissant un cadre stratégique et juridique pour la réduction des risques de catastrophe. Un axe important du programme est l'intensification de la dématérialisation de l'information sociale, qui permettrait aux dispositifs de protection sociale de réagir rapidement et efficacement en cas de catastrophe. En ce qui concerne le financement des risques de catastrophes, le PAM met au point un régime d'assurance pour les travailleurs agricoles afin d'améliorer leur résilience face aux risques climatiques. De son côté, l'UNESCO soutient les autorités camerounaises dans les domaines suivants : i) l'enregistrement des données d'observation des conséquences des changements climatiques, par exemple sur la qualité de l'eau et les inondations pour prévenir les maladies transmises par l'eau ; ii) la sensibilisation des populations locales aux risques liés au climat, une étape importante pour établir un environnement favorable dans lequel les acteurs privés peuvent gérer leurs propres risques ; et iii) l'offre d'autres activités génératrices de revenus pour les populations indigènes locales par le biais de l'agroécologie. En outre, l'Organisation internationale pour les migrations soutient la gouvernance et la production de connaissances pour des solutions durables aux déplacements internes dus aux risques climatiques, en particulier dans les régions du Cameroun touchées par les conflits.

**4. Les institutions de l'ONU sont également actives dans la gestion forestière.**

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise des consultations et aide les autorités à faciliter l'élaboration d'un cadre réglementaire pour promouvoir l'exploitation forestière durable, dresser un inventaire de la biodiversité et des forêts et développer la capacité des communautés forestières à mettre en œuvre des plans de gestion forestière. Le Fonds international pour le développement agricole plante des espèces d'arbres sélectionnées afin d'accroître la résilience des forêts dans diverses régions. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés gère différents projets de reforestation afin d'accroître la résilience des réfugiés face aux risques climatiques.

**5. Les États et organismes européens sont les partenaires bilatéraux les plus actifs au**

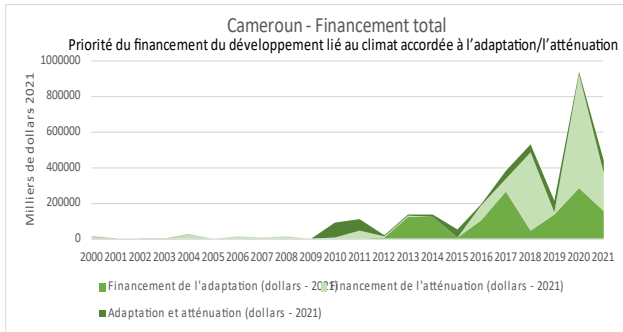
**Cameroun.** Le Fonds européen de développement est le principal bailleur de fonds ayant des projets dans le domaine de la politique et de la gestion agricoles, dans le but d'aider les autorités camerounaises à promouvoir une croissance durable et inclusive favorable aux populations vulnérables et à consolider la gouvernance démocratique, économique et administrative. Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) se concentre sur la gestion des forêts et l'amélioration de la production agricole en rendant les systèmes alimentaires plus résilients<sup>1</sup>. L'Agence française de développement (AFD) soutient le Cameroun dans le développement des énergies renouvelables, la gestion durable des forêts, la prévention des inondations et la structuration des stratégies nationales relatives aux changements climatiques<sup>2</sup>.

---

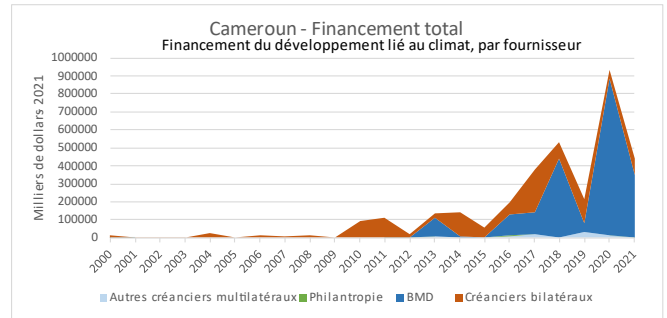
<sup>1</sup> Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung. Cameroun. <https://www.bmz.de/en/countries/cameroon> (consulté le 30 novembre 2023)

<sup>2</sup> Agence française de développement. Cameroun. <https://www.afd.fr/en/page-region-pays/cameroon> (consulté le 30 novembre 2023)

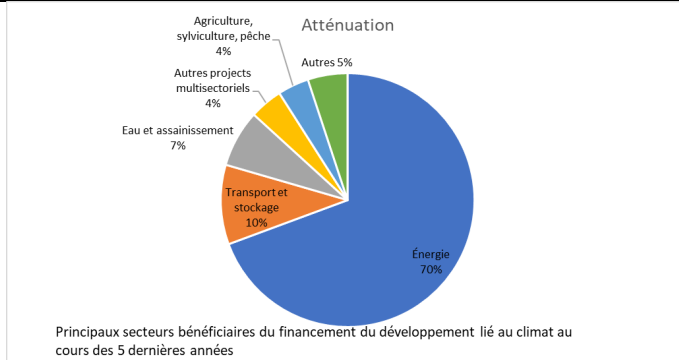
**Cameroun : Centrage sur l'Adaptation et l'Atténuation dans le Financement du Développement Consacré au Climat**  
(en milliers de dollars de 2021)



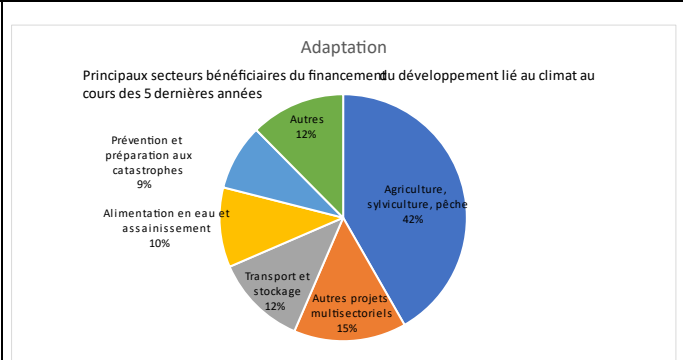
**Cameroun : Sources de Financement du Développement Consacré au Climat**



**Cameroun : Secteurs Ciblés par les Flux de Financement de l'Atténuation, 2017–2021**



**Cameroun : Secteurs Ciblés par les Flux de Financement de l'Adaptation, 2017–2021**



Source : données du CAD de l'OCDE.